

**CAHIER DES CHARGES DE DELEGATION DE  
SERVICE PUBLIC PORTANT SUR  
LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ  
PROPANE SUR LA COMMUNE DE :  
SAINT PIERRE LA COUR  
EN MAYENNE  
2024**

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
Article 1 - Service concédé	3
Article 2 - Ouvrages concédés	4
Article 3 - Utilisation des ouvrages du réseau concédé	5
Article 4 - Sécurité	6
Article 5 - Redevances	7
Article 6 - Immeubles hors concession	8
Article 8 - Prestations exécutées par une partie pour l'autre	10
<b>CHAPITRE II - ETABLISSEMENT DU RESEAU CONCEDE ET TRAVAUX</b>	<b>11</b>
Article 9 - Conditions générales d'exécution des travaux	11
Article 10 - Protection de l'environnement	12
Article 11 - Extension du réseau concédé	13
Article 12 - Travaux sur le réseau concédé	14
Article 13 - Abandon de canalisations	15
Article 15 - Plans du réseau concédé	17
Article 16 - Modalités d'application de la T.V.A.	18
<b>CHAPITRE III - RACCORDEMENT AU RESEAU CONCEDE</b>	<b>19</b>
Article 17 - Branchements	19
Article 18 - Comptage et services susceptibles d'être offerts à la clientèle	21
Article 19 - Vérification des dispositifs de comptage	22
Article 20 - Installations intérieures	23
<b>CHAPITRE IV - QUALITE DU GAZ DISTRIBUE</b>	<b>24</b>
Article 21 - Caractéristiques du gaz distribué	24
Article 22 - Procédure générale de vérification des appareils de mesure des caractéristiques du gaz distribué	25
Article 23 - Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué	26
<b>CHAPITRE V - CONTRATS ET CONDITIONS DE PAIEMENT</b>	<b>27</b>
Article 24 - Obligation de consentir les contrats liés à l'accès au réseau	27
Article 25 - Contrats liés à l'accès au réseau et conditions de paiement	28
Article 26 - Conditions générales de service	29
<b>CHAPITRE VI - TARIFICATION</b>	<b>30</b>
Article 27 - Tarification	30
Article 27 bis - Tarification de la fourniture de gaz	31
Article 28 - Règlement du service	33
Article 29 - Impôts, taxes et redevances	34
<b>CHAPITRE VII - TERME DE LA CONCESSION</b>	<b>35</b>
Article 30 - Durée de la concession	35
Article 31 - Expiration de la concession	36
Article 31 bis - Fin anticipée de la concession	37
<b>CHAPITRE VIII - CONTROLE DE LA CONCESSION</b>	<b>38</b>
Article 32 - Contrôle et compte rendu annuel	38
Article 33 - Pénalités	39
Article 34 - Contestations	40
<b>CHAPITRE IX -DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>41</b>
Article 35 - Agents du concessionnaire	41
Article 36 - Election de domicile	42
Article 37 - Liste des annexes	43
Les annexes.	43

## **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1 - Service concédé**

Le présent cahier des charges s'applique à la distribution publique de gaz pour tous usages<sup>1</sup> dans le périmètre défini dans la convention de concession.

Le gaz distribué sur le périmètre de la concession sera du gaz propane.

Au titre du contrat de concession, l'autorité concédante garantit au concessionnaire le droit exclusif d'exploiter le service public de distribution de gaz dans le périmètre ainsi défini et à cette fin d'établir, sous réserve des droits de l'autorité concédante, les ouvrages nécessaires.

Le concessionnaire est responsable du fonctionnement du service et le gère conformément au présent cahier des charges. Il l'exploite à ses risques et périls. La responsabilité résultant de l'existence des ouvrages et de l'exploitation du service concédé lui incombe.

Le concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des usagers un prix destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge.

L'autorité concédante, compétente en matière d'organisation des services publics locaux d'énergie, peut convier les gestionnaires de réseaux publics d'énergie à se concerter, sous son égide, en vue d'optimiser les choix énergétiques, notamment dans les nouvelles zones à urbaniser.

Le concessionnaire s'engage à participer à cette concertation dont la finalité est de veiller à préserver l'intérêt général<sup>2</sup>.

Toute autre limitation d'usage du gaz sur une partie du territoire de la concession ne peut résulter que de l'application de la loi.

---

<sup>1</sup> Les usages auxquels il est fait référence sont les usages domestiques et tertiaires tels que le chauffage, l'eau chaude sanitaire, la cuisine, la climatisation, l'éclairage et l'ensemble des usages industriels (liste non limitative).

<sup>2</sup> L'évaluation de cet intérêt se fera notamment, en fonction des critères suivants : utilisation rationnelle des énergies, caractéristiques des énergies, impact sur l'environnement et l'urbanisme, coût global (investissement et exploitation) pour la collectivité et pour l'utilisateur. Il revient à l'autorité concédante d'obtenir des autres distributeurs de services publics les éléments permettant de mener à bien la comparaison de l'intérêt des diverses solutions de desserte énergétique. En matière de gaz, l'autorité concédante pourra s'appuyer, notamment, sur l'examen des programmes d'investissements du concessionnaire prévus à l'article 32 du présent document.

## Article 2 - Ouvrages concédés

Les ouvrages de la concession sont constitués par l'ensemble des installations fixes (ouvrages techniques, ainsi que leurs emprises immobilières, canalisations à moyenne ou basse pression, branchements, matériels et appareils) utilisées par le concessionnaire pour la distribution de gaz. Ils comprennent les installations initiales et les compléments ou modifications d'installations fixes qui seront réalisés en cours de concession, notamment les extensions visées à l'article 11 ci-après et les branchements y afférents<sup>3</sup>.

*La limite des ouvrages concédés se situe :*

- *En amont : à la bride aval du stockage ;*
- *En aval : à la bride aval du compteur individuel.*

Les installations concernant la production, le transport et les cuves de stockage ne font pas partie de la concession et ne sont donc pas soumises aux dispositions du présent cahier des charges.

Les usagers consommant des quantités de gaz inférieures à cinq millions de kilowattheures par an sont desservis par le réseau concédé. Toutefois, certains d'entre eux peuvent être alimentés par un réseau de transport, si une telle alimentation est conforme à l'intérêt général. Le concessionnaire ne peut donner son accord au transporteur pour une telle alimentation que s'il y a été autorisé, au préalable, par l'autorité concédante<sup>4</sup>.

Dans le délai maximum d'un an<sup>5</sup> à compter de la date de signature du contrat de concession, le concessionnaire établira de manière contradictoire un inventaire physique et financier des ouvrages de la concession<sup>6</sup>. Sa mise à jour sera incluse dans le compte rendu annuel prévu à l'article 32. Cet inventaire précisera la valeur des biens restant à amortir.

---

<sup>3</sup> Il peut arriver que l'autorité concédante mette à la disposition du concessionnaire d'autres immeubles que ceux mentionnés dans l'alinéa ci-dessus. Ceux-ci restent la propriété de l'autorité concédante. Les conditions de leur mise à disposition sont à définir au cas par cas (Cf. article 6).

<sup>4</sup> La valeur de cinq millions de kilowattheures résulte du dernier alinéa de l'article 4 du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, qui stipule que "dans les zones de distribution publique, le transporteur ne peut, sauf accord avec le distributeur, alimenter directement que des entreprises industrielles dont la consommation annuelle est supérieure à cinq millions de kilowattheures". En outre, des usagers industriels consommant des quantités de gaz supérieures à 5 millions de kilowattheures peuvent être alimentés par le distributeur.

<sup>5</sup> Les parties contractantes pourront convenir dans l'annexe 1, d'un délai plus court pour l'établissement de cet inventaire.

<sup>6</sup> Si l'autorité concédante a usé de la faculté qui a été confirmée par la loi du 8 avril 1946 d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'installation (ou d'une partie de l'installation), l'inventaire comportera deux parties distinctes :

Première partie : biens réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante.

Deuxième partie : biens réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du concessionnaire.

### **Article 3 - Utilisation des ouvrages du réseau concédé**

Le concessionnaire a seul le droit de faire usage des ouvrages de la concession.

Il peut les utiliser pour fournir du gaz en dehors du territoire de la concession ou pour toute utilisation complémentaire, à la condition expresse que ces fournitures ne portent aucune atteinte au bon fonctionnement du service concédé dans les conditions prévues au présent cahier des charges et que toutes les obligations imposées par celui-ci soient remplies<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Sans remettre en cause le périmètre de la concession, il n'est pas fait obstacle à ce qu'interviennent, à la marge, des accords locaux entre les collectivités et les distributeurs concernés, relatifs aux cas de desserte aux frontières de la concession qui justifieraient économiquement l'établissement d'ouvrages en franchissant les limites.

## Article 4 - Sécurité

Le concessionnaire s'engage à exécuter le service qui lui est délégué, en plaçant la sécurité des personnes et des biens parmi les priorités de ses actions<sup>8</sup>(1). Cet engagement trouve sa traduction notamment dans les dispositions des articles suivants :

- procédure d'abandon de canalisations (article 13),
- conditions d'exécution des travaux (article 14),
- mise à jour des plans du réseau (article 15),
- incorporation des conduites montantes dans la concession (article 17).

Le concessionnaire apportera un soin particulier à la vérification de l'étanchéité des ouvrages concédés, du bon fonctionnement des vannes et divers appareils, des mises à la terre et des protections cathodiques.

Le concessionnaire pourra, en outre, prendre des engagements complémentaires qui figureront dans l'annexe 1<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> La mise en service d'une installation intérieure nouvelle, d'un complément ou d'une modification d'installation intérieure est effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 août 1977 modifié par l'arrêté du 23 novembre 1992 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de combustible.

<sup>9</sup> Sans préjudice des plans d'urgence mis en place par le concessionnaire, des engagements du concessionnaire pourront être pris avec l'autorité concédante notamment dans les domaines suivants :

- programme de mise en place d'organes de coupure générale pour les branchements qui n'en seraient pas munis au moment de la signature du présent contrat de concession,
- contrôle du bon état des tiges-cuisines n'appartenant pas aux ouvrages concédés,
- actions pédagogiques et d'information des usagers concernant l'utilisation du gaz,
- formation des sapeurs-pompiers et du personnel communal,
- participation, à titre consultatif, d'un représentant du concessionnaire aux travaux de la commission communale ou intercommunale de sécurité.

## **Article 5 - Redevances**

### **I - Généralités**

D'une façon générale, toute charge financière supportée par l'autorité concédante et acceptée par le concessionnaire dans le cadre de la distribution publique de gaz ouvre droit, en contrepartie, au paiement d'une redevance par le concessionnaire au profit de l'autorité concédante.

Les redevances sont de deux ordres :

- Redevance de concession,
- Redevance pour occupation du domaine public.

Pour ces deux ordres de redevances, les modalités de calcul et de versement sont précisées dans l'annexe 1.

### **II - Redevance de concession**

La redevance de concession comporte un élément concernant le fonctionnement et un autre relatif à l'investissement :

#### II.1. Partie fonctionnement

Cet élément de la redevance a pour objet de financer les frais supportés par l'autorité concédante en vue de lui permettre d'exercer ses compétences dans les domaines suivants :

- contrôle de la concession,
- conciliation en cas de litiges entre les usagers et le concessionnaire,
- coordination des travaux du concessionnaire avec ceux de la voirie et des autres réseaux,
- part des frais de structure de l'autorité concédante qui se rapporte à la distribution de gaz.

#### II.2 Partie investissement

Entrent dans le cadre de cet élément de la redevance de concession :

- les charges supportées par l'autorité concédante correspondant à sa participation aux frais d'établissement d'installations appartenant au réseau concédé, à l'exclusion des participations résultant d'accords spécifiques destinés à assurer les conditions financières de faisabilité<sup>10</sup>.
- toute initiative conjointe de l'autorité concédante et du concessionnaire relative à la sécurité, l'environnement et la qualité du service ou au développement de services nouveaux (par exemple, actions d'informations destinées aux usagers pour l'utilisation rationnelle du gaz).

### **III - Redevance pour occupation du domaine public**

Le concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès des communes de la concession des redevances dues en raison de l'occupation du domaine public<sup>11</sup> par le réseau concédé, conformément aux dispositions prévues à cet effet par la législation en vigueur.

---

<sup>10</sup> L'autorité concédante peut participer aux frais de premier établissement des ouvrages en vue d'assurer l'équilibre financier prévisionnel du réseau initial ou de ses extensions dans des conditions fixées à l'annexe 2 pour le réseau initial ou dans des conventions spécifiques pour les extensions. Ces conditions ne pourront en aucun cas prévoir un accroissement de la participation financière de l'autorité concédante au-delà de ce qui aura été convenu initialement. Mais un remboursement, total ou partiel, sera prévu dans la mesure où les objectifs de développement initialement prévus auront été dépassés à l'issue d'un délai à convenir.

<sup>11</sup> Ces redevances sont actuellement fixées par le décret n°58-367 du 2 avril 1958 portant règlement d'administration publique en l'application des articles L 2333-84 à L 2333-86 du code général des collectivités territoriales.

## **Article 6 - Immeubles hors concession**

L'autorité concédante peut mettre à la disposition du concessionnaire des immeubles non liés à l'exploitation directe du service, selon des conditions techniques et financières qui seront précisées dans des conventions séparées.

La liste des immeubles mis à disposition par l'autorité concédante figure dans le compte rendu annuel prévu à l'article 32.



## **Article 7 - Services aux usagers**

Le concessionnaire doit assurer aux usagers un service efficace et de qualité tant en ce qui concerne la fourniture de gaz que les prestations qui en découlent (accueil de la clientèle, conseil et dépannage ...). Dans le respect de la règle de l'égalité de traitement, il personnalisera ces services (emplacement des comptages, dates de rendez-vous...).

La notion de service peut être élargie à la mise en oeuvre, par le concessionnaire, de programmes ou d'actions faisant éventuellement l'objet de conventions particulières avec l'autorité concédante, visant à promouvoir des équipements conduisant à des économies de l'énergie distribuée. En tout état de cause, il lui appartient de faire valoir à ses clients l'intérêt des solutions conduisant à une utilisation rationnelle du gaz.

Le concessionnaire doit répondre favorablement aux demandes des usagers qui souhaitent prendre connaissance du contrat de concession et connaître les droits et obligations qui en découlent pour eux (raccordements, conditions d'abonnement, prestations annexes, installations intérieures, tarification et paiement des fournitures...) <sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Il est rappelé que l'article L 1411-13 du code général des collectivités territoriales stipule que dans les communes de plus de 3500 habitants et dans les établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3500 habitants, le compte rendu annuel visé à l'article 32 du présent cahier des charges doit être mis à la disposition du public.

Par ailleurs pour les mêmes collectivités, les articles L 2143-4 et L 5211-6 du code général des collectivités territoriales prévoient la création de commissions consultatives des services publics locaux comprenant des représentants d'associations d'usagers des services concernés.

## **Article 8 - Prestations exécutées par une partie pour l'autre**

Toute prestation de services, travaux ou fournitures, ne faisant pas directement l'objet de la présente concession, consentie par le concessionnaire à l'autorité concédante ou par l'autorité concédante au concessionnaire, à la demande ou avec l'accord de l'autre partie, donnera lieu, et sous réserve des dispositions qui leurs sont applicables, à une convention particulière entre les deux parties<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Des conventions particulières peuvent concerner notamment :

- la cartographie assistée par ordinateur,
- l'amélioration de la qualité de l'air,
- l'utilisation du biogaz,
- des actions de communication en faveur des économies d'énergie
- l'établissement de bilans énergétiques,
- l'établissement de bilans écologiques.

## **CHAPITRE II - ETABLISSEMENT DU RESEAU CONCEDE ET TRAVAUX**

### **Article 9 - Conditions générales d'exécution des travaux**

En dehors de l'autorité concédante pouvant exercer la maîtrise d'ouvrage en application des dispositions légales<sup>14</sup>, le concessionnaire a seul le droit<sup>15</sup> de créer, d'étendre, de renforcer, de renouveler, d'entretenir ou de réparer dans le périmètre du territoire concédé, soit au-dessous, soit au-dessus des voies publiques et de leurs dépendances, tous les équipements techniques nécessaires à la distribution publique du gaz.

L'autorité concédante s'engage à prêter son concours au concessionnaire pour lui permettre d'obtenir les autorisations nécessaires à l'établissement des ouvrages ou des canalisations à poser sur ou sous les voies ou autres éléments des domaines publics qui ne relèvent pas d'elle.

L'autorité concédante s'engage également à prêter son concours au concessionnaire et à faciliter l'acquisition, l'usage ou l'aménagement de terrains ou locaux<sup>16</sup>, y compris ceux du domaine communal privé<sup>17</sup>(4), pour l'établissement des équipements techniques du réseau concédé et, en particulier, des postes de détente et des stockages et leurs accessoires. Le concessionnaire n'a pas à envisager l'achat des dites surfaces.

***Le concessionnaire est chargé de financer et de construire l'infrastructure en gaz (installation des cuves, réseaux et branchements) selon une technique compatible avec le gaz naturel et dans le respect de la réglementation en vigueur.***

---

<sup>14</sup> La loi n° 46.628 du 8 avril 1946 dispose à l'article 36, 4ème alinéa : "Les collectivités locales concédantes conservent la faculté de faire exécuter en tout ou en partie à leur charge, les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution".

<sup>15</sup> Quand un aménageur est amené à établir des ouvrages destinés à entrer dans la concession, la collectivité (autorité concédante ou collectivité responsable de l'aménagement) préserve les droits du concessionnaire au moyen d'une convention conclue avec ledit aménageur.

<sup>16</sup> Ces terrains ou locaux font partie du domaine concédé et sont des biens de retour de la concession. Les conventions de servitude ou les baux réservent les droits de l'autorité concédante.

<sup>17</sup> Dans le cas où l'autorité concédante est propriétaire des biens, les conditions d'utilisation des immeubles font l'objet de conventions séparées.

## Article 10 - Protection de l'environnement

Le concessionnaire s'engage à ce que les travaux de premier établissement, de renouvellement, de renforcement ou d'extension du réseau concédé se fassent dans des conditions qui respectent la qualité de l'environnement.

A cet effet, les emplacements, les formes, les matériaux et les couleurs de tout nouveau bâtiment ou enveloppe préfabriquée faisant partie de la concession et dont le concessionnaire sera maître d'ouvrage, seront choisis par celui-ci en accord avec les autorités compétentes, de manière à obtenir une juste adéquation entre leur coût et leur bonne intégration dans l'environnement.

L'engagement du concessionnaire porte particulièrement sur :

- la qualité de l'insertion des coffrets de comptage<sup>18</sup>,
- les postes de détente pour lesquels, outre la qualité de leur insertion, le concessionnaire veillera à minimiser les éventuelles nuisances sonores,
- les stockages en surface verront leurs impacts visuels minimisés en liaison avec l'autorité concédante.
- la qualité des réfections de voirie.

Des conventions particulières pourront prévoir le soutien que le concessionnaire pourrait apporter à des initiatives prises par l'autorité concédante pour des actions visant à améliorer la qualité de l'environnement<sup>19</sup>.

---

<sup>18</sup> Dans l'annexe 1 du présent cahier des charges, les parties pourront s'accorder sur les modalités de choix et de financement de ces coffrets dans les sites relevant d'une protection spécifique : périmètres de protection des monuments historiques classés, sites classés, etc.

<sup>19</sup> Ces conventions feront référence à la partie investissement de la redevance de concession définie à l'art. 5 du présent cahier des charges.

## **Article 11 - Extension du réseau concédé**

Les extensions du réseau, correspondant à l'établissement d'installations de distribution dans les parties du territoire de la concession non encore desservies, seront, à leur mise en exploitation, incorporées dans les ouvrages de la concession.

Une extension peut être réalisée selon les modalités suivantes :

- 1) Le concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais une extension dès lors que le taux de rentabilité de l'opération est égal ou supérieur à la valeur seuil définie à l'annexe 2 ;
- 2) Lorsque ce seuil n'est pas atteint, une participation peut être sollicitée auprès du ou des demandeurs ;

Dans tous les cas ci-dessus, les éléments de calcul du taux de rentabilité, précisés à l'annexe 2 du présent cahier des charges, sont tenus à la disposition de l'autorité concédante sous réserve du respect de la législation en vigueur concernant la protection des données personnelles et des informations commercialement sensibles.

## Article 12 - Travaux sur le réseau concédé

### I - Renforcement, renouvellement, maintenance et mise en conformité avec les règles techniques

Sont à la charge du concessionnaire :

- 1°) les travaux de renforcement, c'est-à-dire tous les travaux destinés à faire face à un accroissement de la consommation en respectant les conditions de fourniture figurant à l'article 21 ci-après,
- 2°) les travaux de maintenance et de renouvellement,
- 3°) les travaux de mise en conformité des ouvrages avec les règlements techniques en vigueur.

### II - Modification de réseaux

#### II.1. Modifications à l'initiative du concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire exécutera, à son initiative, des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages ne faisant pas partie de la concession, il prendra en charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications de ces ouvrages. Le concessionnaire pourra toutefois demander à leur propriétaire le financement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés sous réserve qu'il y ait eu accord préalable avec lui.

#### II.2. Modifications à l'initiative de tiers.

Quand, à l'occasion de travaux financés par un tiers<sup>20</sup>, le concessionnaire sera conduit à renouveler, par anticipation, une canalisation existante, il devra, pour évaluer la participation réclamée au tiers, tenir compte de la valeur de l'ouvrage abandonné. Plus précisément, le concessionnaire ne répercutera que le coût de la part des ouvrages nécessités par la nouvelle alimentation<sup>21</sup>, majoré, s'il y a lieu, du coût de l'anticipation du renouvellement<sup>22</sup> de l'ouvrage existant.

Lorsqu'une collectivité publique financera un déplacement d'ouvrages du réseau concédé, elle pourra demander au concessionnaire une participation en contrepartie du renouvellement anticipé des ouvrages, sous réserve d'un accord préalable avec lui.

Le concessionnaire ne pourra réclamer aucune indemnité pour les déplacements ou les modifications des installations du réseau concédé sur ou sous les voies publiques, lorsque ces changements sont requis par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt du domaine public occupé.

---

<sup>20</sup> A titre d'illustration, il peut s'agir du déplacement d'un ouvrage existant (par exemple, si la réalisation d'un lotissement public ou privé implique le déplacement d'une canalisation du réseau concédé et une modification de son tracé), ou encore d'un déplacement d'ouvrage d'un autre occupant du domaine.

<sup>21</sup> Par "coût de la part des ouvrages nécessités par la nouvelle alimentation", il faut entendre la différence entre la valeur de l'ouvrage effectivement construit et celle de l'ouvrage qu'il aurait été nécessaire de construire pour satisfaire au seul remplacement à l'identique de l'ouvrage existant.

<sup>22</sup> Le coût d'anticipation du renouvellement d'un ouvrage, est la différence entre la valeur de remplacement de l'ouvrage et la valeur actuelle du même remplacement effectué à la date normale de renouvellement de l'ouvrage (la détermination de la durée d'anticipation du renouvellement se fera par référence à la durée fiscale de l'ouvrage). Cette valeur actuelle est déterminée par application du coefficient d'actualisation utilisé par le concessionnaire pour l'ensemble de ses investissements. Les différends s'il y a lieu, seront traités selon la procédure qui sera fixée à l'article 34.

Exemple : Ouvrage de 25 ans, dont le coût de remplacement à l'identique est  $I_0 = 76\,225$  Euros et dont le renouvellement est anticipé de 5 ans, suite à la demande d'un tiers. Compte tenu de la nouvelle charge, le coût réel de renouvellement est évalué à  $I_1 = 91\,469$  Euros. La valeur qui servira de base au calcul de la participation du tiers est déterminée ainsi :

$$V = (I_1 - I_0) + \left(I_0 - \frac{I_0}{1,08^5}\right) = 39\,592 \text{ Euros}$$

## **Article 13 - Abandon de canalisations**

Lorsqu'une canalisation du réseau concédé, à l'exception des branchements et des conduites montantes, est mise hors exploitation, le concessionnaire est tenu d'adopter une des dispositions suivantes dans l'ordre de priorité ci-après :

1°) soit de l'utiliser comme fourreau pour recevoir une canalisation de diamètre inférieur.

2°) soit de l'abandonner provisoirement en vue d'une utilisation ultérieure comme fourreau. Dans ce cas, la canalisation fera l'objet d'une surveillance de la part du concessionnaire. Si dans un délai de 4 ans, la canalisation n'a pas été réutilisée, elle sera considérée comme abandonnée définitivement et devra être soumise aux dispositions du paragraphe 3°) suivant.

3°) soit de l'abandonner définitivement dans le sol, après accord de l'autorité dont relève la voirie. Dans ce cas, le concessionnaire doit mettre en oeuvre les dispositions destinées à supprimer tout risque ultérieur d'accident ou d'affaissement de terrain<sup>23</sup> conformément à la réglementation en vigueur.

4°) soit de la remettre à l'autorité concédante comme bien de retour avant le terme de la concession pour un autre usage que celui du service concédé, sous réserve de son acceptation. La remise de la canalisation abandonnée fera l'objet d'une convention avec plan annexé entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

5°) soit de la déposer à ses frais.

**Lorsqu'une cuve de stockage du réseau concédé est mise hors exploitation, le concessionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions des points 3, 4 et 5 exposés ci-dessus.**

---

<sup>23</sup> Sauf dispositions légales ou réglementaires plus contraignantes, les dispositions à prendre pour supprimer les risques ultérieurs d'accident ou d'affaissement de terrain, sont les suivantes :

1. conduite d'un diamètre intérieur supérieur ou égal à 400 mm : ventilation puis remplissage avec du sable ou avec tout produit présentant les mêmes conditions de tenue,
2. conduite d'un diamètre intérieur inférieur à 400 mm : ventilation et sectionnement de la conduite en tronçons d'une longueur d'environ 50 m. Obturation des extrémités de chaque tronçon ainsi constitué.
3. cuves de stockage, ventilation puis remplissage avec du sable ou avec tout produit présentant les mêmes conditions de texture.

## Article 14 - Conditions d'exécution des travaux

Le concessionnaire doit avertir l'autorité concédante<sup>24</sup> au moins dix jours calendaires à l'avance de tous travaux d'extension, de renforcement et de renouvellement à exécuter sur le réseau concédé, sauf cas d'urgence dont il rend compte aussitôt.

Le concessionnaire informe les riverains, sauf cas d'urgence, dix jours calendaires au plus tard avant le début des travaux. Il peut utiliser tout moyen de communication à sa disposition, en particulier les avis dans la presse, l'affichage collectif ou les messages distribués dans les boîtes aux lettres.

L'information précise notamment la date prévue de début des travaux, la durée prévisible des travaux et les éventuelles interruptions de gaz.

Le concessionnaire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur<sup>25</sup>, notamment aux règlements de voirie édictés dans le cadre du code de la voirie routière<sup>26,27</sup>.

Les travaux peuvent être momentanément suspendus sur l'ordre du maire chaque fois que la sécurité publique l'exige.

L'autorité concédante devra aviser le concessionnaire de tous les travaux dont elle exercera la maîtrise d'ouvrage sur ou à proximité du réseau concédé afin de permettre au concessionnaire de prendre les mesures de sécurité et de protection nécessaires.

Le délai à respecter sera de 10 jours calendaires avant l'exécution des travaux sauf cas d'urgence lié à la survenance d'un événement imprévisible.

---

<sup>24</sup> Au cas où l'autorité concédante serait un groupement de communes, le maire de la commune intéressée devra être prévenu dans les mêmes conditions.

<sup>25</sup> Les dispositions visées sont, en particulier, contenues dans la loi n° 89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière et le décret n°89-631 du 4 septembre 1989.

<sup>26</sup> Si l'autorité concédante regroupe plusieurs communes, elle pourra établir en commun avec le concessionnaire et en concertation avec les parties intéressées un guide technique précisant, en application de la réglementation en vigueur, les modalités de pose de canalisations.

<sup>27</sup> TVA sur réfection de voirie

La réglementation fiscale en vigueur, en matière de déductibilité de TVA, impose que celle-ci figure sur la facture délivrée à un assujetti par le fournisseur (art. 223-1 annexe II du CGI).

Toutefois la facture ne crée pas en elle-même, pour celui au nom de qui elle est émise, le droit à déduction. Encore faut-il que la taxe mentionnée sur la facture ait été légalement due par l'émetteur (art. 223-1 annexe II du CGI).

Les collectivités locales se trouvent placées hors du champ d'application de la TVA pour l'activité de leurs services administratifs (art. 256B - CGI) au nombre desquels figure la voirie, et ne disposent d'aucune faculté d'option (art. 260A - CGI).

Pour les remises en état de la voirie, que les collectivités réalisent à la suite de la pose ou de la réparation de canalisations de gaz ou d'électricité, il résulte de l'instruction ministérielle du 8 décembre 1980 que les sommes représentatives de ces travaux, mises à la charge des concessionnaires, ne constituent pas une prestation de service mais doivent être regardées comme des règlements financiers destinés à indemniser les collectivités des dommages causés à la voirie publique, et ne doivent donc pas être soumises à la TVA.

Néanmoins lorsque les collectivités locales confient à des entreprises extérieures les travaux de réfection définitive de la voirie communale à la suite des interventions réalisées par le concessionnaire, elles sont fondées à en répercuter le coût T.T.C. au concessionnaire, dès lors que ces travaux de réfection définitive ne sont pas éligibles au fond de compensation de la TVA. Aux termes de l'annexe II de la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B87/00120/c du 28 avril 1987, les dépenses contribuant au maintien ou au rétablissement des qualités superficielles de chaussées sont considérées comme des dépenses de fonctionnement pour les collectivités, et ne peuvent bénéficier des attributions du fond de compensation de la TVA.

Afin d'éviter les conséquences fiscales de la rupture de la chaîne de déductibilité de la TVA pour les frais de réfection de voirie mis à la charge du concessionnaire, provoqués par le non-assujettissement en pareil cas des collectivités locales à la TVA, celles-ci pourront examiner la possibilité de lui confier, dans le cadre d'une convention établie à cet effet, la maîtrise d'ouvrage de ces travaux, comme l'envisage l'article R 141-17 du code de la voirie routière.

Cette convention précisera notamment, les critères de qualité du revêtement, et les délais auxquels pourront être assujettis ces travaux.



## Article 15 - Plans du réseau concédé

Le concessionnaire fournira gratuitement à l'autorité concédante une fois par an, sur sa demande et dans un délai maximum d'un mois, les plans mis à jour du réseau de distribution de gaz et, entre temps et dans le même délai, les extraits de plans qui lui seraient nécessaires<sup>28</sup>.

Lorsqu'elle exercera la maîtrise d'ouvrage, l'autorité concédante remettra au concessionnaire, préalablement à la mise en gaz, les plans des ouvrages exécutés et de manière plus générale, tout document qu'il serait nécessaire pour permettre l'intégration du dit ouvrage dans l'ouvrage de la concession.

La fourniture des plans s'effectue sous format informatique exploitable ou sous format papier sur le choix de l'autorité concédante. Par format informatique exploitable, on entend un format de type SIG aux normes EDIGEO en vigueur<sup>29</sup> et en complément sous forme de plans au format DAO.

Pour les travaux qu'il aura à réaliser, le concessionnaire utilisera les données du PCRS (Plan de Corps de Rue Simplifier) mis en place par Territoire d'Energie Mayenne, pour élaborer l'ensemble de ses études de conception et de recollement, le cas échéant.

Lorsque l'autorité concédante et le concessionnaire disposent chacun d'une banque de données cartographiques informatisée, les deux parties se rapprocheront en vue de rendre compatibles les deux systèmes d'information<sup>30</sup>.

Si une seule des parties dispose d'une banque de données, l'autre partie s'efforcera, selon des conditions financières à négocier<sup>31</sup>, de s'y adapter en fournissant les données sous une forme compatible<sup>32</sup>.

Lorsqu'un accord n'aura pu être trouvé sur les conditions permettant d'assurer une compatibilité minimale dans les deux hypothèses évoquées ci-dessus, l'échange d'informations entre l'autorité concédante et le concessionnaire se fera dans les conditions définies dans le troisième alinéa du présent article.

---

<sup>28</sup> Les parties contractantes pourront convenir dans l'annexe 1 d'une première fourniture des plans du réseau de distribution à la signature du contrat de concession ou dans un délai donné à compter de la date de cette signature.

<sup>29</sup> Les formats communément utilisés sont le dxf, shape, MID/MIF, shapefile (shp).

<sup>30</sup> La création d'une banque de données informatique pourra être effectuée dans le cadre d'une convention ouverte à d'autres parties intéressées.

<sup>31</sup> L'accord devra respecter la limitation éventuelle des droits sur l'utilisation de la banque de données.

<sup>32</sup> A l'heure actuelle les formats communément utilisés pour le gaz sont le 1/200ème et le 1/5000ème.

## **Article 16 - Modalités d'application de la T.V.A.**

### **PRINCIPE**

Conformément au décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015 qui a mis fin à la procédure de transfert du droit à déduction pour les dépenses d'investissements publics mis à disposition de délégataires de service public en application de contrats de délégation conclus depuis le 1er janvier 2016, l'autorité concédante est fondée à opérer directement la déduction de la taxe grevant les investissements réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sur le réseau concédé.

### **TVA SUR LES REFECTIONS DE VOIRIE**

L'autorité concédante pourra mettre à la charge du concessionnaire le montant des travaux de réfection de la voirie, dont elle a été maître d'ouvrage, consécutivement à la réalisation de travaux intéressant le réseau concédé.

Ce montant étant destiné à indemniser l'autorité concédante des dommages causés à la voirie publique, il ne sera pas soumis à la TVA et ce conformément à l'instruction fiscale n°BOI-TVA-CHAMP-30-10-60-20 n°170 du 12 septembre 2012.

Le cas échéant, l'autorité concédante sera fondée à répercuter auprès du concessionnaire le coût (toutes taxes comprises) acquitté au titre des travaux qu'elle aura confiés à des entreprises extérieures.

## **CHAPITRE III - RACCORDEMENT AU RESEAU CONCEDE**

### **Article 17 - Branchements**

Les branchements ont pour objet d'amener le gaz depuis la canalisation de distribution jusqu'à l'entrée du compteur<sup>33</sup>. Ils font partie de la concession.

Tout branchement d'immeuble doit être muni d'un organe de coupure générale placé à l'extérieur du bâtiment et à son voisinage immédiat. L'organe de coupure générale doit être accessible et manœuvrable en permanence.

On appelle installation à usage collectif<sup>34</sup>, la partie de l'installation d'un immeuble collectif comprise entre l'organe de coupure générale et les compteurs individuels. Elle fait partie du branchement.

Toutefois la tige-cuisine pourra être placée hors concession avec l'accord de l'autorité concédante, du concessionnaire, du propriétaire ou du syndic de l'immeuble<sup>35</sup>.

Le concessionnaire exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie du branchement qui relie la canalisation de distribution publique à l'organe de coupure générale de l'installation.

Lorsqu'elle n'est pas réalisée par le concessionnaire, la conduite montante est remise gratuitement à ce dernier pour qu'il en assure à ses frais la maintenance, ainsi que le renouvellement.

Le concessionnaire reprendra les conduites montantes remises gratuitement par les propriétaires pour les intégrer dans les ouvrages concédés dès lors qu'elles auront été mises en conformité avec les règlements techniques en vigueur.

Dans le cas où une conduite montante ne ferait pas partie des ouvrages concédés, le concessionnaire doit néanmoins en assurer la maintenance, ainsi que le renouvellement, aux frais du ou des propriétaires concernés. Une redevance forfaitaire de maintenance et de renouvellement sera perçue selon des modalités définies à l'annexe 1.

Les frais de premier établissement et de renforcement des branchements sont remboursés au concessionnaire par le bénéficiaire sur la base des dépenses réelles augmentées des frais généraux.

Le régime des dépenses réelles prévu ci-dessus pourra être remplacé par un barème de prix forfaitaires annexé au présent cahier des charges. Ce barème est établi par le concessionnaire en accord avec l'autorité concédante.

Les modifications ou suppressions de branchements, non prévues aux alinéas qui précèdent, sont à la charge de celui qui en fait la demande sur la base des dépenses réelles augmentées des frais généraux<sup>36</sup>.

---

<sup>33</sup> En l'absence de compteur, la limite de la concession est l'organe de coupure prévu par les règles techniques et de sécurité relative aux installations de gaz à l'intérieur des locaux d'habitation.

<sup>34</sup> Les installations à usage collectif peuvent comporter :

- la conduite d'immeuble : conduite d'allure horizontale alimentant une ou plusieurs conduites montantes,
- la conduite montante : conduite pour la plus grande partie verticale, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de l'immeuble,
- conduite de coursive : conduite d'allure horizontale, raccordée à une conduite montante et alimentant plusieurs branchements particuliers situés à un même niveau dans un immeuble,
- la nourrice pour compteurs : élément de conduite sur lequel sont raccordés plusieurs compteurs groupés dans un local technique gaz,
- la tige-cuisine : conduite alimentant un seul appareil de cuisson par logement à l'exclusion de tout autre appareil.

Dans la suite du texte, on utilise le terme "conduite montante" pour désigner par extension de son sens strict, toutes ces installations.

L'origine de l'installation hors concession pourra être l'organe de coupure principal ou un organe de coupure commandant l'ensemble de la tige-cuisine et placé hors parties privatives.

<sup>35</sup> Cet accord devra comprendre un engagement de maintenance et de renouvellement par le propriétaire ou le syndic.

<sup>36</sup> Pour tous travaux dont le concessionnaire a la maîtrise d'ouvrage, les frais de premier établissement comprennent les dépenses directes, augmentées au maximum de 15 % pour tenir compte des frais généraux du concessionnaire, c'est-à-dire des charges qui, par leur nature, impliquent une répartition forfaitaire.

Si dans les huit années qui suivent l'établissement d'un branchement (à l'exception des branchements ayant fait l'objet d'un forfait)<sup>37</sup>, d'autres personnes veulent participer à l'usage de celui-ci, et si cette opération est techniquement possible, elles sont tenues de rembourser à celui qui en aura supporté la charge, une part du coût des installations utilisées par elles, évaluée en tenant compte du débit maximum de leur compteur. Le montant des charges à rembourser tient compte de la part des frais de premier établissement diminués de un huitième par année écoulée depuis la mise en service.

---

<sup>37</sup> L'exclusion du droit de suite, dans ce cas, tient compte du fait que le forfait ne couvre pas la totalité de la dépense réelle.

## **Article 18 - Comptage et services susceptibles d'être offerts à la clientèle**

Les compteurs servant à mesurer le gaz fourni et leurs dispositifs additionnels éventuels doivent être d'un modèle approuvé par le service chargé du contrôle des instruments de mesure. Le concessionnaire a l'exclusivité de la maintenance des compteurs. Ils sont plombés par lui. Les agents qualifiés du concessionnaire ont à toute époque libre accès à ces appareils<sup>38</sup>.

Le débit horaire nominal des compteurs est déterminé en fonction du débit horaire maximum de l'ensemble des appareils d'utilisation du gaz du client. Les compteurs de type usuel, d'un débit horaire nominal inférieur à 16 m<sup>3</sup>/h, sont la propriété du concessionnaire. Ils sont installés dans les conditions précisées par la réglementation en vigueur<sup>39</sup>.

La fourniture, la pose et la mise en service des compteurs et de leurs accessoires, sont facturés au client conformément au barème défini à l'annexe 3.

Le concessionnaire perçoit, à titre de frais d'usage et de maintenance des compteurs, une redevance conforme au barème défini à l'annexe 3.

Les frais de déplacement des compteurs et de leurs dispositifs additionnels sont à la charge de celui qui en fait la demande.

Pour les types d'appareils non prévus aux barèmes ci-dessus, le montant des redevances et des frais de déplacement sera fixé par référence au modèle le plus proche.

Les compteurs et les dispositifs additionnels détériorés par le fait du client ou d'une personne dont il est civilement responsable sont réparés ou remplacés par le concessionnaire aux frais du client.

---

<sup>38</sup> Pour la desserte d'un immeuble dont la façade ne coïncide pas avec la limite du domaine public, un accord local fixera la distance au-delà de laquelle le concessionnaire n'est pas tenu d'installer le compteur (Cf. annexe 1).

<sup>39</sup> Les compteurs doivent être installés dans un local sec convenablement ventilé et à l'abri de toute substance ou émanation corrosives, dans une position telle qu'ils soient accessibles pour leur lecture et leur vérification. L'installation d'un compteur ne peut être réalisée dans un local ou un emplacement privé qu'avec l'accord du concessionnaire. Dans ce cas, le compteur doit être placé aussi près que possible du point de pénétration du branchement particulier dans le local.

## Article 19 - Vérification des dispositifs de comptage

Indépendamment des vérifications périodiques imposées par la réglementation en vigueur, le concessionnaire peut procéder à la vérification des compteurs et de leurs dispositifs additionnels aussi souvent qu'il le juge utile, les frais de vérification étant à sa charge<sup>40</sup>.

Le client peut demander à tout moment la vérification de ces appareils soit par le concessionnaire, soit par le service chargé du contrôle des instruments de mesure, soit par un organisme agréé par ce dernier.

Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge du client si ces appareils sont reconnus exacts, et à celle du concessionnaire dans le cas contraire. Ces appareils sont reconnus inexacts lorsqu'ils présentent des erreurs de mesure supérieures aux écarts tolérés par les règlements techniques les concernant<sup>41</sup>.

Lorsqu'une erreur est constatée dans l'enregistrement des consommations, un redressement de facturation est effectué par le concessionnaire dans la limite autorisée par les textes applicables en matière de prescription<sup>42</sup>. Pour la période où ces appareils ont donné des indications erronées, les quantités d'énergie livrées sont déterminées par comparaison avec les consommations des périodes similaires au regard de l'utilisation du gaz, précédant la date du constat, ou à défaut, par analogie avec celles de clients présentant des caractéristiques comparables.

Pour effectuer le redressement de facturation, le concessionnaire tiendra compte de l'évolution des tarifs en vigueur au cours de la période considérée.

Si l'erreur de facturation a été commise au détriment du client, le règlement des sommes dues par le concessionnaire interviendra dans un délai maximum de 10 jours après que le montant du décompte aura été arrêté par virement.

---

<sup>40</sup> La périodicité légale de vérification des compteurs dépend de leur débit mais aussi de leur technologie.

<sup>41</sup> Les instruments en service doivent satisfaire à des conditions de précision entre le débit maximal  $Q_{max}$  et le débit minimal  $Q_{min}$  qui limitent la zone légale d'utilisation des appareils. Ces conditions, qui dépendent de la technologie des compteurs, sont les suivantes :

- pour les compteurs secs à soufflets, la tolérance est de 4 p. 100
- pour les compteurs à pistons rotatifs, compteurs de vitesse, compteurs à tourbillons, 4p. 100 pour les débits compris entre  $Q_{min}$  inclus et 0,2  $Q_{max}$  exclu et 2 p. 100, pour les débits compris entre 0,2  $Q_{max}$  inclus et  $Q_{max}$  inclus.

(Décret n° 72-866 du 6 septembre 1972.)

<sup>42</sup> Aux termes de l'article 2277 du code civil applicable en l'espèce, la prescription est de 5 ans.

## Article 20 - Installations intérieures

L'installation intérieure commence :

- à l'aval du compteur,
- à l'aval de l'organe de coupure individuel ou à défaut à l'aval du robinet de coupure général dans le cas des conduites montantes sans compteurs individuels<sup>43</sup>.

Les installations intérieures, leurs compléments ou modifications, doivent être établis et les visites de contrôle réalisées, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur<sup>44</sup>.

Les installations intérieures sont exécutées et entretenues sous la responsabilité du propriétaire, ou de toute personne à laquelle aurait été transférée la garde desdites installations.

En cas de trouble affectant l'exploitation, d'usage illicite ou frauduleux du gaz, le concessionnaire peut refuser d'effectuer ou de continuer à effectuer la fourniture.

Si le concessionnaire a connaissance d'un danger grave et immédiat, il doit prendre toute mesure de nature à faire cesser le danger.

Lorsqu'il reçoit une injonction émanant de l'autorité de police compétente, il doit immédiatement s'y conformer.

Le concessionnaire est autorisé, avant la mise en service et ultérieurement, à toute époque, à vérifier les installations intérieures, même si la fourniture de gaz est interrompue pour quelque raison que ce soit.

Si les installations sont reconnues défectueuses<sup>45</sup> ou si le client s'oppose à leur vérification, le concessionnaire pourra refuser de fournir, ou interrompre la fourniture.

En cas de désaccord entre le concessionnaire et un usager sur les mesures à prendre pour faire disparaître les défauts constatés, le différend sera soumis pour avis à l'autorité concédante.

En aucun cas, ni l'autorité concédante ni le concessionnaire n'encourt de responsabilité en raison de défauts des installations intérieures.

---

<sup>43</sup> Dans le cas des conduites montantes sans compteurs individuels, l'installation intérieure commence à l'aval de l'organe de coupure prévu par les règles techniques et de sécurité relatives aux installations de gaz à l'intérieur des locaux d'habitation.

<sup>44</sup> Arrêté interministériel du 2 août 1977, modifié par l'arrêté du 23 novembre 1992, relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible.

<sup>45</sup> Notamment par le concessionnaire, ou par des organismes agréés.

## **CHAPITRE IV - QUALITE DU GAZ DISTRIBUE**

### **Article 21 - Caractéristiques du gaz distribué**

#### **I - Nature du gaz**

La nature du gaz distribué sur le territoire de la concession est du **gaz propane**<sup>46</sup>.

#### **II - Pression**

Le concessionnaire doit prendre toutes dispositions pour que la pression mesurée à l'entrée du compteur ou au robinet de coupure individuel, reste comprise entre les valeurs fixées par les dispositions réglementaires en vigueur<sup>47</sup>.

#### **III - Pouvoir calorifique**

Le pouvoir calorifique supérieur (PCS), rapporté au mètre cube de gaz mesuré sec à la température de 0° Celsius et sous la pression de 1,013 bar, doit rester compris dans des limites fixées par les dispositions réglementaires en vigueur<sup>48</sup>.

Le concessionnaire utilisera la valeur moyenne mensuelle du pouvoir calorifique du gaz distribué aux conditions normales pour la facturation des usagers.

Pour la facturation, le volume mesuré au compteur, dans les conditions effectives de pression et de température, sera ramené aux conditions normales, selon les règles de calcul précisées en annexe 3.

#### **IV - Caractéristiques de combustion**

Les conditions de fourniture du gaz sont telles que le débit calorifique et les caractéristiques de la flamme demeurent sensiblement constants dans un appareil d'utilisation conforme aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement.

#### **V - Odorisation**

Le gaz doit être convenablement épuré. Toutefois, il doit toujours posséder une odeur suffisamment caractéristique pour que les fuites soient immédiatement perceptibles à l'odorat<sup>49</sup>.

Cette odeur doit disparaître par la combustion complète du gaz.

---

<sup>46</sup> A ce jour, les gaz distribués sont soit :

- le gaz H ou gaz à haut pouvoir calorifique,
- le gaz B ou gaz à bas pouvoir calorifique,
- le propane.

<sup>47</sup> A l'exception des clients dont le contrat prévoit une pression d'alimentation différente, les limites admissibles de variation de la pression de distribution dépendent du gaz distribué et sont, à la signature du contrat, de :

Limites (en mbar)	Inférieure	Supérieure
Gaz H	17	25
Gaz B	22	32
Propane	27	47

Les limites actuelles résultent de l'application des textes suivants :

- norme NF 30504 concernant les règles et directives communes pour l'essai des appareils utilisant les combustibles gazeux (fourchettes de pressions minimales et maximales admissibles à l'entrée des appareils),
- arrêté du 23 octobre 1974 relatif à la construction, l'installation et la vérification des compteurs de gaz,
- spécification ATG B171 : installations domestiques après compteurs. Détermination des diamètres des tuyauteries.

<sup>48</sup> En application de l'arrêté du ministre de l'Industrie du 28 mars 1980, les limites de variation du pouvoir calorifique mesuré à pression constante, eau condensée, rapporté au mètre cube de gaz mesuré sec à la température de 0° C et sous la pression de 1,013 bar sont fixées à :

- 10,7 à 12,8 kWh dans le cas du gaz H,
- 9,5 à 10,5 kWh dans le cas du gaz B,
- 28,0 kWh pour le propane.

<sup>49</sup> On entend par odorisation suffisante, le fait que l'odeur de gaz devient perceptible par un nez moyen<sup>49</sup>, au plus tard, quand la concentration de gaz atteint 20% de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E)<sup>49</sup>.



**Article 22 - Procédure générale de vérification des appareils de mesure des caractéristiques du gaz distribué**

Sans objet.

## **Article 23 - Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué**

Sans objet.

## **CHAPITRE V - CONTRATS ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **Article 24 - Obligation de consentir les contrats liés à l'accès au réseau<sup>50</sup>**

Toute livraison de gaz est subordonnée à la passation d'un contrat entre le concessionnaire et l'utilisateur incluant l'acheminement et la fourniture. Il est conclu pour une durée minimum d'un an.

Les contrats sont conformes au présent document.

Le concessionnaire est tenu de consentir un contrat de livraison et, le cas échéant un contrat de raccordement à toute personne qui demande l'accès au réseau public de distribution<sup>1</sup>, sauf s'il a reçu entre temps une injonction contraire de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou de police, et sous réserve du respect des textes réglementaires relatifs au contrôle de conformité des installations intérieures<sup>51</sup>.

En cas de non-paiement par un demandeur de raccordement de sa participation prévue aux articles 11 et 17, le concessionnaire peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'autorité concédante lorsqu'une participation est due à celle-ci, refuser la mise en gaz de l'installation. Dans le cas où celle-ci a déjà été effectuée, et si l'utilisateur n'a pas réglé l'intégralité de la participation à sa charge, le concessionnaire peut interrompre la fourniture après mise en demeure restée sans effet.

La mise en gaz devra être assurée par le concessionnaire dans le délai maximum d'un mois à partir de la demande initiale ou de la demande de modification des conditions de livraison, sauf avis contraire du demandeur. En cas de travaux, le délai sera augmenté s'il y a lieu, du temps nécessaire à l'alimentation de l'installation du demandeur du raccordement ainsi qu'à la réception des autorisations administratives de construire, de passage ou d'implantation. Le demandeur du raccordement devra alors en être informé<sup>52</sup>.

Pour les travaux dont le concessionnaire est maître d'ouvrage, le choix de la solution technique retenue pour la desserte des clients appartient au concessionnaire, qui devra concilier les intérêts du service public avec ceux des clients, dans le respect des textes réglementaires et des intérêts de l'autorité concédante.

---

<sup>50</sup> Les contrats liés à l'accès aux réseaux sont le contrat d'acheminement sur le réseau de distribution de gaz, le contrat relatif aux conditions de livraison gaz sur le réseau de distribution, le contrat de raccordement au réseau de distribution et leurs succédanés.

<sup>51</sup> S'agissant des pouvoirs de l'autorité compétente en matière d'urbanisme, l'article L 111-6 du code de l'urbanisme dispose que : "Les bâtiments, locaux ou installations soumis aux dispositions des articles L 111-1, L 421-1 ou L 510-1 ne peuvent, nonobstant toutes clauses contraires des cahiers des charges de concession, d'affermage ou de régie intéressée, être raccordés définitivement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz, ou de téléphone si leur construction ou leur transformation n'a pas été, selon le cas, autorisée ou agréée en vertu des articles précités."  
(Voir également les dispositions de l'article 20 concernant les installations intérieures et leurs commentaires).

<sup>52</sup> Dans les cas où la maîtrise d'ouvrage est exercée par l'autorité concédante, et lorsque la demande présentée par l'utilisateur requiert la réalisation d'une extension du réseau, le concessionnaire se rapprochera de l'autorité concédante afin d'évaluer avec celle-ci le délai nécessaire à la réalisation de ces travaux.

## **Article 25 – Contrats liés à l'accès au réseau<sup>53</sup> et conditions de paiement**

Le concessionnaire est en droit d'exiger du client souscrivant un contrat de livraison, ou demandant une modification de celui-ci, le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat dans le mois suivant leur émission. Lors de la résiliation du contrat, il sera tenu compte de ce versement pour solder le compte du client.

En cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues, le concessionnaire peut, dans le respect de la législation en vigueur, après rappel écrit constituant mise en demeure du client, interrompre les fournitures de gaz à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure. Celui-ci ne peut être inférieur à dix jours<sup>54</sup>.

Toute rétrocession de gaz par un client à quelque titre que ce soit, à un ou plusieurs tiers, est interdite, sauf autorisation préalable du concessionnaire donnée par écrit. Le concessionnaire informe immédiatement l'autorité concédante de cette exception en lui rendant compte des raisons de celle-ci.

---

<sup>53</sup> Les contrats liés à l'accès aux réseaux sont le contrat d'acheminement sur le réseau de distribution de gaz, le contrat relatif aux conditions de livraison gaz sur le réseau de distribution, le contrat de raccordement au réseau de distribution et leurs succédanés.

<sup>54</sup> Sans préjudice des dispositions de l'article 7 du décret 2004-251 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz et des dispositions contenues dans les conventions applicables dans le cadre du dispositif dit « Précarité Pauvreté », on citera ici deux hypothèses ou, conformément à une disposition légale, l'interruption de la fourniture de gaz ne peut être réalisée par le concessionnaire, nonobstant le non-paiement des sommes dues :

- Celle où le juge accorde au client, conformément aux dispositions de l'article 1244 du code civil, un délai de paiement de sa dette,
- Celle où le client bénéficie des dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.

## **Article 26 - Conditions générales de service**

Le concessionnaire est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer la desserte de gaz dans les conditions de continuité et de qualité<sup>55</sup> définies à l'article 21 et par les contrats prévus à l'article 25.

Le concessionnaire personnalisera les services ayant trait au raccordement, à l'acheminement du gaz, à l'accueil, à la fourniture, aux conseils et dépannages (emplacement des comptages, dates de rendez vous...) dans le respect, toutefois, de la règle d'égalité de traitement.

L'égalité de traitement des usagers se conçoit pour les personnes placées dans une situation identique vis-à-vis du service public. La similitude de situation permet de définir une catégorie.

La définition d'une catégorie d'usagers, permettant une discrimination ne peut résulter que d'une nécessité d'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation du service.

La qualité du service supposera également son adaptabilité, sa mutabilité et sa transparence. L'application de ces principes est de droit quand elle n'entraîne pas de déséquilibre financier pour le concessionnaire.

Le concessionnaire se rémunère auprès des usagers et/ou des tiers selon les conditions législatives et réglementaires en vigueur.

Le concessionnaire aura toutefois la faculté d'interrompre le service pour toute opération d'investissement, de mise en conformité ou de maintenance préventive ou corrective du réseau concédé. Il en sera de même pour tous les travaux réalisés à proximité des ouvrages qui nécessiteront leur mise hors gaz par mesure de sécurité. Le concessionnaire s'efforcera de réduire ces interruptions au minimum, notamment par l'utilisation des possibilités offertes par le progrès technique, et de les situer, aux dates et heures susceptibles de provoquer le moins de gêne possible aux clients.

Les dates et heures de ces interruptions seront portées au moins cinq jours à l'avance à la connaissance de l'autorité concédante, du maire intéressé et, par avis collectif, des usagers.

Dans les circonstances exigeant une intervention immédiate, le concessionnaire est autorisé à prendre d'urgence les mesures nécessaires, sous réserve d'aviser dans les meilleurs délais le maire intéressé, l'autorité concédante, les usagers par avis collectifs, les fournisseurs et le préfet.

---

<sup>55</sup> Les conditions de continuité et de qualité sont définies par l'article 13 du décret 2004-251 du 19 mars 2004 et l'article 21 du présent cahier des charges.

## **CHAPITRE VI - TARIFICATION**

### **Article 27 – Tarification**

#### **I – Tarif des prestations du distributeur**

Le catalogue des prestations supplémentaires proposées par le concessionnaire ainsi que le tarif applicable pour chaque prestation est publié par le concessionnaire.

Ce catalogue est évolutif, notamment pour s'adapter aux besoins des acteurs du marché. Il fera l'objet de révisions à l'initiative du concessionnaire après concertation avec l'autorité concédante.

La description et le tarif des prestations, figurent en annexe 3 ter au présent cahier des charges.

Les évolutions de ces tarifs et du contenu des prestations sont portées au compte rendu annuel prévu à l'article 32 du présent cahier des charges.

## **Article 27 bis –Tarification de la fourniture de gaz**

### **I - Principes généraux régissant la tarification des fournitures**

L'autorité concédante et le concessionnaire adhèrent aux principes de tarifications suivantes :

- Egalité de traitement : les usagers placés dans des conditions identiques devront bénéficier, pour des fournitures ayant les mêmes caractéristiques, des mêmes opportunités tarifaires
- Barèmes de prix : les tarifs sont définis en annexe 3
- Transparence<sup>56</sup> : les barèmes de prix sont portés à la connaissance de l'autorité concédante lors de chaque changement tarifaire.
- Publicité des prix pratiqués pour la facturation des fournitures : le concessionnaire tient constamment à jour un relevé des tarifs proposés dans la concession avec mention des conditions auxquelles ils sont subordonnés<sup>57</sup>. Ce relevé est mis en permanence à la disposition des usagers dans chacun des points d'accueil.

L'unité de facturation à laquelle s'appliquent les tarifs est le kilowattheure (kWh)

En application de ces principes, la tarification comportera, pour chaque contrat, une part représentative du mode de consommation du client (abonnement, prime fixe...) et une part proportionnelle représentative de l'énergie consommée.

En cas de modification des prix, les nouveaux prix seront applicables aux consommations relevées postérieurement à la date d'effet de ceux-ci ; si cette modification intervient entre deux relevés successifs de compteurs, le concessionnaire décomptera ces consommations prorata temporis et déterminera forfaitairement, par ce procédé, la quantité afférente à la période antérieure à la fixation de la nouvelle valeur des prix et la quantité afférente à la période postérieure.

Sauf accord du client, la suppression d'un tarif n'a pas d'effet sur les contrats en cours ; mais l'application du tarif supprimé ne peut plus être exigée par de nouveaux clients, ni lors d'un renouvellement ni lors d'une modification du contrat.

### **II – Tarif – Facturation**

Les tarifs de vente de gaz liquéfié applicables par le concessionnaire au moment de la signature du présent contrat figurent en annexe 3 au présent cahier des charges. Ils devront comporter le coût de distribution, le coût du transport, le coût d'achat du gaz par centimes d'euros par kWh hors taxes.

Les consommations font l'objet de relevés périodiques donnant lieu à l'émission de factures. Toutefois, entre deux relevés consécutifs, des acomptes – qui pourront être déterminés de manière forfaitaire –

---

<sup>56</sup> S'agissant des projets d'équipement pour lesquels une concertation est organisée par l'autorité concédante conformément à l'article 1, le concessionnaire communiquera l'ensemble des éléments de comparaison permettant d'aboutir à l'évaluation de l'intérêt général tel qu'il est défini au deuxième commentaire dudit article. Dans la mesure où les informations de même nature auront pu être obtenues par l'autorité concédante des autres gestionnaires de services publics de distribution d'énergie, le concessionnaire communiquera à l'autorité concédante des informations sur la politique commerciale qu'il compte mettre en œuvre dans la zone concernée par le projet. Dans un souci d'équité, l'autorité concédante s'efforcera d'obtenir des informations de même nature de tous les autres distributeurs d'énergie susceptibles d'intervenir dans cette zone.

<sup>57</sup> Le concessionnaire rendra compte à l'autorité concédante des actions ponctuelles d'ordre collectif qu'il pourrait entreprendre pour promouvoir le développement de l'activité du service concédé, par exemple, en cas de travaux d'extension de réseau, il pourra, pour tenir compte des économies induites, procéder à des abattements sur le prix des branchements réalisés à cette occasion.

correspondant à des périodes de consommation d'au moins un mois, pourront être demandés aux clients<sup>58</sup>.

Les acomptes se rapporteront aux consommations passées et seront déterminés, dans le cas d'une évaluation forfaitaire de ces dernières, en fonction des quantités moyennes habituellement consommées par le client.

La périodicité des relevés de consommation ne peut être supérieure à un an.

Les paiements pourront être faits en numéraire aux caisses du concessionnaire, par moyen postal ou bancaire ou par toute autre modalité de paiement déterminée en accord entre le concessionnaire et le client.

En cas de retard dans le règlement par le client, le concessionnaire est en droit de percevoir des intérêts de retard. A défaut de clause contractuelle spécifique, le concessionnaire pourra appliquer des intérêts de retard en vertu des dispositions de l'article 1153 du code civil.

L'utilisateur demeurera responsable de ses obligations nées du contrat de fourniture, notamment du paiement des factures, jusqu'à la date effective de résiliation du contrat.

---

<sup>58</sup> Cette disposition ne fait pas obstacle à l'adoption de services tels ceux offerts par la télématique ou par les nouveaux compteurs permettant aux usagers d'alimenter leur compte et de suivre ainsi l'évolution de leur consommation.



## **Article 28 – Règlement du service**

Un règlement du service intervient pour l'application des stipulations du présent contrat aux usagers. Il figure en annexe 4.

Le règlement de service définit les conditions et les modalités suivant lesquelles le service est offert aux usagers. Il précise les conditions générales du service à destination des usagers. Son objectif principal est de définir les droits et obligations des usagers et du concessionnaire.

Le règlement du service comprend, notamment, le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux branchements et aux compteurs, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui n'auraient pas été réglées par le contrat.

Le règlement du service sera arrêté d'un commun accord entre l'autorité concédante et le concessionnaire au plus tard six mois après la signature du présent contrat.

sera arrêté d'un commun accord entre l'autorité concédante et le concessionnaire au plus tard six mois après la signature du présent contrat.

la signature du présent contrat.

Il distinguera les clients éligibles et les clients non éligibles.

Tous les cinq ans, et chaque fois que l'une des parties le sollicite, le concessionnaire et l'autorité concédante se rencontrent pour modifier ce document.

## **Article 29 - Impôts, taxes et redevances**

Le concessionnaire s'acquittera de toutes les contributions qui sont ou seront mises à sa charge, de telle sorte que l'autorité concédante ne soit jamais inquiétée à ce sujet<sup>59</sup>.

Les tarifs s'entendent hors taxes, impôts et redevances de toute nature.

Les impôts, taxes et redevances de toute nature, actuellement exigibles ou institués ultérieurement seront supportés par le client dans la mesure où aucune disposition légale ou réglementaire ne s'y oppose.

---

<sup>59</sup> Sont notamment à la charge du concessionnaire, tous les impôts liés à l'existence des ouvrages de la concession. Dans le cas où l'autorité concédante, ou l'une des collectivités adhérentes, serait imposée à ce titre (par exemple pour l'impôt foncier relatif à un poste de détention), le concessionnaire assumerait la charge correspondante sur simple demande de l'autorité concédante.

## **CHAPITRE VII - TERME DE LA CONCESSION**

### **Article 30 - Durée de la concession**

Sauf dispositions législatives contraires, la durée de la concession est fixée à **5 ans**. Cette durée commence à courir du jour où la collectivité concédante aura accompli les formalités propres à rendre le contrat exécutoire<sup>60</sup>.

---

<sup>60</sup> Selon les articles L 2131-1 à L 2131-7 du code général des collectivités territoriales relatifs aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, le contrat de concession doit, pour être exécutoire, avoir été publié et transmis au représentant de l'Etat dans le département.

## **Article 31 – Expiration de la concession**

### **1/ Continuité du service**

L'autorité concédante aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à l'indemnité pour le concessionnaire, de prendre pendant les six derniers mois de la concession toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution de gaz, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le concessionnaire.

D'une manière générale, l'autorité concédante pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de la concession au régime nouveau d'exploitation.

A la fin de la concession, l'autorité concédante sera subrogée aux droits du concessionnaire.

### **2/ Fin normal de la concession**

#### **a) Remise des installations**

Au terme du présent contrat le réseau concédé devra être en état normal de service.

Le concessionnaire sera tenu de remettre à l'autorité concédante, en état de fonctionnement tous les ouvrages et équipements qui font partie patrimoine concédé.

Trois ans au moins avant le terme du présent contrat, les parties se rapprocheront afin d'établir un état des lieux et un état descriptif des travaux d'entretien ou de renouvellement restant à réaliser par le concessionnaire selon un échéancier à convenir et, en tout état de cause, avant le terme du contrat.

Si l'autorité concédante et le concessionnaire ne parviennent pas à établir à l'amiable l'un ou l'autre de ces documents, il sera fait appel à un expert désigné par le Président du Tribunal Administratif compétent, saisi à la requête de la partie la plus diligente. Il appartiendra alors au concessionnaire de réaliser les travaux prescrits dans le cadre de cette procédure.

Faute pour le concessionnaire d'y avoir pourvu avant l'expiration du présent contrat, l'autorité concédante est en droit, après mise en demeure, de réaliser ces travaux aux frais du concessionnaire qui devra s'acquitter du montant des sommes dues, dans un délai maximum de 3 mois après réception des mémoires dûment acquittés par l'autorité concédante.

L'autorité concédante pourra retenir s'il y a lieu, sur le montant des reprises dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour mettre toutes les installations en état normal de service.

#### **b) Reprise des biens**

A la date d'expiration de la concession, l'autorité concédante sera subrogée aux droits du concessionnaire et prendra possession de tous les immeubles et ouvrages de la concession et de ses dépendances.

Tous les biens faisant partie de la concession seront remis gratuitement par le concessionnaire à l'autorité concédante.

L'autorité concédante aura la faculté de racheter le mobilier et les véhicules non amortis qui ne font pas partie de la concession. La valeur des objets non amortis sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts et payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à l'autorité concédante.

Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, à une pénalité calculée, par jour calendaire de retard, par référence au taux d'intérêt légal en vigueur (TIL) augmenté de 3 points.

### **Article 31 bis - Fin anticipée de la concession**

L'autorité concédante peut, soit si elle estime que le maintien du service ne présente plus d'intérêt par suite de circonstances économiques ou techniques de caractère permanent, soit parce qu'elle juge préférable d'organiser un service nouveau tenant compte des progrès de la science, mettre fin à la concession avant la date normale d'expiration, si la moitié de la durée du présent contrat s'est écoulée depuis sa signature et sous réserve d'un préavis de deux ans adressé au concessionnaire.

En cas de fin anticipée de la concession :

- le concessionnaire reçoit de l'autorité concédante une indemnité égale à la valeur nette comptable des ouvrages concédés financés par le concessionnaire, réévaluée au moyen de l'indice du PIB (Produit Intérieur Brut)<sup>61</sup>.
- l'autorité concédante se réserve le droit de reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugerait convenable, mais sans pouvoir y être contrainte, le mobilier et les approvisionnements affectés au service concédé. La valeur des biens repris est fixée à l'amiable ou, à défaut, à dire d'expert et payée au concessionnaire au moment de la prise de possession. Lorsqu'il sera fait appel à un expert, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal Administratif compétent, saisi à la requête de la partie la plus diligente.

Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, à une pénalité calculée, par jour calendaire de retard, par référence au taux d'intérêt légal en vigueur (TIL) augmenté de 3 points.

---

<sup>61</sup> L'indice du PIBM ou Produit Intérieur Brut Marchand fait l'objet d'une publication par les soins de l'INSEE.

## **CHAPITRE VIII - CONTROLE DE LA CONCESSION**

### **Article 32 - Contrôle et compte rendu annuel**

#### **I - Contrôle**

Les agents chargés par l'autorité concédante du contrôle du service concédé peuvent à tout moment procéder à toutes vérifications utiles pour l'exercice de leurs fonctions et, en particulier, effectuer les essais et mesures éventuellement prévus à l'article 22 ci-dessus, prendre connaissance sur place ou copie de tous documents techniques et comptables.

Ils ne peuvent en aucun cas intervenir dans la gestion de l'exploitation.

#### **II - Compte rendu annuel**

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin, le concessionnaire présentera à l'autorité concédante, un compte rendu annuel pour l'année écoulée faisant apparaître les éléments suivants :

- 1) Les données comptables suivantes :
  - a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
  - b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
  - c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
  - d) Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
  - e) Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;
  - f) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
  - g) Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;
  - h) Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.
  - i) Un état des demandes d'extension restées sans suite, accompagné des calculs du taux de rentabilité.
- 2) L'analyse de la qualité du service comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le concessionnaire ou demandés par l'autorité concédante et définis en annexe 1<sup>62,63</sup>.
- 3) L'annexe qui comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation. Le contenu des comptes rendus techniques et financiers est précisé en annexe 1.

---

<sup>62</sup> En outre, les parties pourront convenir dans l'annexe 1, que l'assureur du concessionnaire sera invité à communiquer à l'autorité concédante le montant global des dédommagements en veillant à respecter les dispositions découlant de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

<sup>63</sup> Les éléments communiqués serviront de support à la concertation organisée par l'autorité concédante et prévue à l'avant dernier alinéa de l'article 1 du présent cahier des charges.

## Article 33 - Pénalités

**I** - Faute par le concessionnaire de remplir les obligations fixées au présent contrat, des pénalités peuvent lui être appliquées par l'autorité concédante sauf en cas de force majeure, ou de circonstances assimilées sans qu'elles présentent pour autant toutes les caractéristiques de la force majeure (telles que l'état de catastrophe naturelle constatée par l'autorité publique...), ainsi qu'en cas d'incident non imputable au concessionnaire<sup>64</sup>. Ces pénalités, prononcées au profit de l'autorité concédante, sont déterminées dans les conditions ci-après :

1/ Au cas où la pression contractuelle en un point de livraison serait en dehors des limites mentionnées à l'article 21 § II, le concessionnaire se verrait appliquer une pénalité de 1,52 € par tranche de 0,5 mbar et par jour jusqu'à concurrence de 2 mbar, multipliés par le nombre de clients concernés chaque jour. Au-delà de 2 mbar, le taux de la pénalité est doublé.

2/ En cas d'odorisation insuffisante, la pénalité journalière est fixée, par commune, comme suit :

- 31 € si le nombre de clients est inférieur à 1000 ;
  - 61 € s'il est compris entre 1000 et 10.000 ;
  - 305 € s'il est supérieur à 10.000.
- Elle reste applicable jusqu'à ce que l'insuffisance ait cessé.

3/ Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) :

- Sans objet.

4/ En cas de non production par le concessionnaire, dans les délais prévus, des documents définis aux articles 15 (plans) et 32 (contrôle et compte rendu annuel) et après mise en demeure par l'autorité concédante par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans suite pendant quinze jours, le concessionnaire versera à celle-ci une pénalité égale, par jour de retard à compter de la date de la mise en demeure, à 50 €.

**II** - Les pénalités sont prononcées par l'autorité concédante, le concessionnaire préalablement entendu.

Les éléments unitaires servant aux calculs des pénalités visées aux alinéas 1, 2, 3 et 4 seront actualisés chaque année en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{Ing}{Ing_0}) \cdot$$

Si le concessionnaire conteste le bien-fondé des pénalités prononcées à son encontre, il peut saisir le Conseil Supérieur de l'Energie dans les conditions indiquées à l'article 34 du présent cahier des charges. En ce cas, le concessionnaire est tenu de consigner auprès du Trésor Public, à titre provisoire et provisionnel, une somme égale au quart du montant de la pénalité fixée par l'autorité concédante.

**III** - Si le concessionnaire faisait supporter aux clients des prix du gaz, de fournitures, de travaux ou de services supérieurs à ceux qui sont fixés ou limités en application du présent cahier des charges, l'autorité concédante pourrait agir en dommages et intérêts contre le concessionnaire, sans préjudice du droit des usagers lésés d'obtenir, par les recours de droit commun, la réparation du préjudice qu'ils auraient personnellement subi.

---

<sup>64</sup> On rappelle que l'article 26 stipule que : " Le concessionnaire aura toutefois la faculté d'interrompre le service pour toute opération d'investissement, de mise en conformité ou de maintenance préventive ou corrective du réseau concédé. Il en sera de même pour tous les travaux réalisés à proximité des ouvrages qui nécessiteront leur mise hors gaz par mesure de sécurité."

### **Article 34 - Contestations**

- 1/ Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente, les contestations entre l'autorité concédante et le concessionnaire au sujet du présent contrat sont portées, par la partie la plus diligente, devant une commission d'arbitrage paritaire entre les parties, qui sera présidée par le représentant de l'autorité concédante qui aura voie prépondérante. Eventuellement le préfet du département qui s'efforcera de concilier les parties<sup>65</sup>.
- 2/ Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente, les contestations soulevées entre les usagers et le concessionnaire au sujet du présent cahier des charges sont soumises, aux fins de conciliation, à l'autorité concédante qui doit, dans un délai de 2 mois, rendre un avis motivé.

---

<sup>65</sup> En outre, il pourra être convenu de mettre en place un organisme de conciliation préalable, qui pourra être saisi en première instance des contestations évoquées, selon une procédure définie à l'annexe 1.



## **CHAPITRE IX -DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 35 - Agents du concessionnaire**

Les agents et gardes que le concessionnaire a fait assermenter pour la surveillance et la police de la distribution et de ses dépendances sont porteurs d'un signe distinctif ou munis d'un titre attestant leurs fonctions.

### **Article 36 - Election de domicile**

Le concessionnaire fait élection de domicile à :

.....

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification le concernant serait valable lorsqu'elle aurait été faite au siège de l'autorité concédante.

## **Article 37 - Liste des annexes**

Les annexes jointes au présent cahier des charges et dont on trouvera ci-après la liste, ont la même portée que celui-ci.

**ANNEXE 1**, regroupant les modalités locales convenues entre l'autorité concédante et le concessionnaire et portant notamment sur :

- l'inventaire physique et financier des ouvrages concédés (art. 2 du cahier des charges).
- la sécurité (art. 4).
- la redevance de concession (art. 5).
- l'environnement (art. 10).
- le barème forfaitaire des frais de raccordement au réseau (art. 17).
- les redevances forfaitaires de maintenance et de renouvellement des conduites montantes (art. 17).
- la limite de pose des compteurs (art. 19).
- les appareils de mesure existants (art. 22).
- le mode de calcul du PCS (art. 21).
- le contenu du compte rendu annuel (art. 32).
- les modalités de fonctionnement de l'organisme de conciliation (art. 34).
- Programmation et coordination des travaux du concessionnaire.

**ANNEXE 2**, définissant :

- Les règles de calcul de la rentabilité des ouvrages construits dans le cadre de l'extension du service

**ANNEXE 3**, définissant :

- la tarification du service de fourniture et d'acheminement de l'énergie.
- la tarification des prestations complémentaires proposées par le concessionnaire.
- les règles d'actualisation du prix des services et fournitures tarifées.

**ANNEXE 4**, définissant :

Le règlement de service.

## **ANNEXE 1**

## **Article 1 - Objet**

1.1-La présente annexe a pour objet de définir les modalités pratiques de mise en oeuvre de certaines des dispositions du cahier des charges, notamment celles figurant aux articles 4, 5, 10, 17, 19, 21, 32, et 34, et plus généralement, les modalités particulières convenues entre les parties pour l'exécution du contrat de concession.

1.2 - A défaut de stipulations contraires, les dispositions de la présente annexe sont convenues pour la durée fixée à l'article 30 du cahier des charges.

1.3 - La mise à jour éventuelle des dispositions des articles 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 12 de la présente annexe interviendra par échange de lettres.

## **Article 2 - Inventaire physique et financier des ouvrages concédés**

L'inventaire physique et financier des ouvrages, prévu à l'article 2 du cahier des charges, rassemble les éléments suivants renseignés par ouvrage :

- le code INSEE de la commune d'implantation de l'ouvrage,
- le type d'ouvrage,
- les caractéristiques techniques (section, matériaux, pression,...),
- la quantité,
- la date de mise en service,
- la date de fin d'amortissement,
- la valeur brute,
- le(s) financement(s) de l'ouvrage (concessionnaire, autorité concédante, provisions pour renouvellement, remises gratuites, participation de tiers),
- l'amortissement de dépréciation (cumul et dotation de l'année N),
- la valeur nette,
- la valeur de remplacement,
- l'amortissement de caducité (cumul et dotation de l'année N),
- les provisions pour renouvellement (cumul et dotation de l'année N).

Cet inventaire sera transmis sous un format informatique convenu avec l'autorité concédante. Il sera accompagné d'une note décrivant le mode et les paramètres de calcul des valeurs de remplacement, des amortissements de caducité et des provisions pour renouvellement.

## **Article 3 - Sécurité**

Comme prévu à l'article 4 du cahier des charges, l'autorité concédante et le concessionnaire sont convenus de retenir les dispositions suivantes concernant la sécurité.

### **Article 3.1 Organes de coupure sur les branchements**

Tous les branchements doivent être équipés, aux frais du concessionnaire, d'organes de coupure, suivant les règles techniques et de sécurité définies par l'arrêté interministériel du 2 août 1977 et des textes subséquents.

### **Article 3.2 - Vérification de l'étanchéité et surveillance des ouvrages concédés**

Le concessionnaire s'engage à vérifier périodiquement l'étanchéité des réseaux de distribution voire des cuves de stockage le cas échéant par le biais d'une action de détection systématique des fuites de gaz. A

minima, le concessionnaire procède à une détection annuelle. L'autorité concédante est préalablement informée du programme de visites des ouvrages de la concession.

Le concessionnaire apporte également une surveillance régulière des ouvrages collectifs en immeubles, dès lors qu'ils font partie de la concession.

Pour faciliter les interventions d'urgence sur le réseau concédé, le concessionnaire s'assure que les organes de manoeuvres du réseau sont clairement repérés sur le terrain, accessibles et manoeuvrables.

Un suivi de l'évolution de la nature et du nombre d'incidents affectant les ouvrages concédés est réalisé.

L'analyse des sièges et causes des incidents permet d'adapter les actes de maintenance et la politique de renouvellement des ouvrages.

L'autorité concédante est destinataire des éléments constitutifs de cette analyse.

### **Article 3.3 - Suppression des anciennes conduites ou cuves de stockage**

Le renouvellement des anciennes conduites ou cuves s'inscrit dans le cadre d'une politique de maintenance et de renouvellement fondée d'une part sur l'analyse des facteurs de risque d'accidents présentés par les ouvrages existants et d'autre part, sur l'opportunité des travaux réalisés sur le réseau ou la voirie.

### **Article 3.4 - Sécurité des personnes et des biens**

Le concessionnaire veille à la cohérence des mesures qu'il met en œuvre, avec les dispositions réglementaires imposées par les autorités ayant pouvoir de police sur le territoire de la concession, pour assurer la mise hors danger des personnes et des biens aussi rapidement que possible.

Le concessionnaire s'engage notamment à :

- la réception permanente des informations à caractère d'urgence signalées soit par ses moyens internes soit par des tiers alertés notamment par l'odeur caractéristique du gaz.
- la sensibilisation des professionnels du bâtiment et des travaux publics sur les risques inhérents aux travaux à proximité des ouvrages de gaz.
- l'optimisation par les entreprises travaillant pour le compte du concessionnaire de la qualité et de la sécurité des chantiers ainsi que de l'information des riverains.
- l'adéquation des moyens d'intervention dans tous les cas de dysfonctionnement signalés.
- à la demande d'un tiers, le concessionnaire donne toute information nécessaire sur l'emplacement des réseaux pour permettre un bon déroulement des travaux.
- la mise en place d'organes de sectionnement, adaptés au réseau considéré, permettant une intervention rapide en cas d'incident.
- un choix judicieux des tracés des réseaux.

Lors de la mise en service d'installations nouvelles, le concessionnaire s'engage à remettre systématiquement aux usagers une brochure sur les conditions d'utilisation du gaz distribué.

### **Article 3.5 - Actions d'information des usagers**

Le concessionnaire donne tout renseignement utile sur les modalités de raccordement des appareils fonctionnant au gaz.

Il s'engage également à tenir à disposition des usagers dans ses points d'accueil, des informations concernant les tarifs de vente, des pictogrammes de la sécurité dans l'utilisation du gaz ainsi que toute information qui pourrait s'avérer nécessaire.

Le concessionnaire apporte toutes informations aux organismes gestionnaires de logements et aux associations de consommateurs, qui lui en font la demande, sur les questions relatives à la sécurité et à la bonne utilisation du matériel fonctionnant au gaz.

Les propriétaires de poste de détente, en leur qualité d'usagers spécifiques sont destinataires d'une information qui intègre le fonctionnement de postes de détente.

D'une façon générale, l'autorité concédante sera informée préalablement de toute action de communication engagée, en matière de sécurité, par le concessionnaire à destination de tout ou partie des usagers.

Toutes actions d'information et de communication fera référence au contrat de concession ainsi qu'à l'autorité concédante. Elles préciseront, entre autres, l'identité de l'autorité concédante.

### **Article 3.6 - Services d'incendie et de secours**

Le concessionnaire s'engage à proposer gratuitement aux centres de secours locaux, une information sur les installations gazières locales, coordonnée avec le Service Départemental des Services d'Incendie et de Secours (S.D.S.I.S).

Un stage « intervention gaz » est proposé gratuitement par le concessionnaire à l'intention des responsables des centres de secours. Le concessionnaire assiste gracieusement ces responsables dans la formation que les responsables des centres de secours délivrent à leurs équipes.

A l'initiative du concessionnaire, une convention entre le Service Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Mayenne et le concessionnaire est instaurée afin de formaliser la coopération en matière d'information et de formation et d'organiser la coordination des interventions avec les centres de secours locaux.

Cette convention est communiquée à l'autorité concédante au plus tard à la date anniversaire de la signature du contrat de concession. Cette convention est régulièrement actualisée. Les éléments d'actualisation sont transmis par le concessionnaire à l'autorité concédante.

Il appartient au concessionnaire d'informer les services de secours, des communes ayant au moins un usager desservi en gaz ainsi que des communes traversées par un réseau de distribution de gaz et d'organiser l'accès à ces informations.

Le concessionnaire s'engage à permettre, en cas de besoin, la consultation par le S.D.S.I.S des plans des réseaux sur les supports existants (papier, calque ou informatique).

### **Article 3.7 - Personnel des collectivités locales**

Le concessionnaire participe gracieusement à toute formation du personnel des collectivités locales notamment dans le domaine de la sécurité, qui serait souhaitée par les collectivités en liaison avec l'autorité concédante et les services spécialisés tels que le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Le concessionnaire délivre à la commune, au titre du pouvoir de police du maire, une information dans le domaine de la sécurité et dans celui de la gestion des installations.

### **Article 3.8 - Commissions locales de sécurité**

Le concessionnaire désigne un représentant pour participer en tant que de besoin, à titre consultatif, à la demande des communes adhérentes, aux travaux des commissions communales ou intercommunales de sécurité.

### **Article 3.9 - Entreprises de bâtiment ou de travaux publics**

Afin que les entreprises de bâtiment ou de travaux publics travaillant sur le réseau concédé ou à proximité de celui-ci aient une bonne connaissance de la réglementation, le concessionnaire apporte son concours à des actions ponctuelles de formation, à la demande des organismes professionnels concernés.

### **Article 3.10 - Installations intérieures**

Compte tenu du caractère déterminant de la sécurité des installations intérieures pour les personnes et les biens, et bien que ces installations ne fassent pas partie de la concession, le concessionnaire contribue notamment à la généralisation des diagnostics sur les installations intérieures des usagers. Le diagnostic permet à l'usager de vérifier que l'installation intérieure, dont il est responsable, est conforme aux normes de sécurité en vigueur et en parfait état de fonctionnement.

Parallèlement, le concessionnaire, en concertation avec l'autorité concédante, mettra en œuvre des initiatives de sensibilisation des usagers et des professionnels concernés qui lui paraîtront le plus appropriées à contribuer à cet objectif de sécurité des installations intérieures.

L'autorité concédante s'engage à faire connaître à ses collectivités adhérentes la manière dont elles peuvent contribuer à la généralisation de ces diagnostics chez les usagers.

### **Article 3.11 - Travaux générés par une intervention d'urgence**

En cas d'urgence avérée, les travaux affectant le sol et le sous-sol des voies publiques et de leurs dépendances sont effectués le plus rapidement possible par l'exploitant.

### **Article 3.12 - Informations liées aux interventions d'urgence**

La commune concernée et l'autorité concédante sont tenues informées par le concessionnaire, par des moyens adaptés à l'intervention, des détails circonstanciés de cette intervention dans un délai maximum de 24 heures.

### **Article 3.13 - Appels téléphoniques**

Le concessionnaire organise son service d'intervention d'urgence de telle sorte que la réception des appels téléphoniques de tiers soit assurée en permanence et présente un caractère prioritaire.

## **Article 4 - Redevance de concession**

### **Article 4.1 - Principes généraux**

Contrepartie de dépenses supportées par l'autorité concédante au titre du service public faisant l'objet de la présente concession, la redevance annuelle de concession visée au I de l'article 5 du cahier des charges a pour objet de faire financer par les usagers du service public et non par les contribuables :

- d'une part, les frais entraînés, pour l'autorité concédante, par l'exercice du pouvoir concédant,
- d'autre part, la part des dépenses éventuellement effectuées par celle-ci sur les réseaux.

La redevance comporte en conséquence deux parts :

- La première, dite « de fonctionnement », vise à financer les dépenses annuelles de structure supportées par l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission : contrôle de la bonne exécution du contrat de concession, conseils donnés aux usagers pour l'utilisation rationnelle du gaz et pour la bonne application des tarifs, règlement des litiges entre les usagers et le concessionnaire, coordination des travaux du concessionnaire avec ceux de la voirie et des autres réseaux, études générales sur l'évolution du service concédé, secrétariat, etc.

Cette part de la redevance sera désignée ci-après par le terme R1 ;

- La deuxième part, dite « d'investissement », est la contrepartie soit des charges financières que l'autorité concédante supporte au titre des installations établies par ses soins et intégrées dans la concession, soit de la participation de l'autorité concédante à des actions conduites conjointement avec le concessionnaire dans les conditions prévues au dernier alinéa du paragraphe II.2 de l'article 5 du cahier des charges.

Cette part de la redevance sera désignée ci-après par le terme R2. Cette redevance fera l'objet d'une convention spécifique signée entre le concessionnaire et l'autorité concédante le cas échéant.

### **Article 4.2 - Part de la redevance dite de « fonctionnement »**

Les modalités de calcul et de règlement de cette redevance sont définies chaque année considérée, de la manière suivante :

Avant le 30 avril de l'année au titre de laquelle la redevance est due, le concessionnaire indique à l'autorité concédante le nombre de clients consommateurs sur le réseau au 31 décembre de l'année précédente.

La redevance fait l'objet d'un état détaillé adressé par le concessionnaire à l'autorité concédante avant le 30 juin de l'année au titre de laquelle elle est due. Elle est versée par le concessionnaire avant le 31



juillet de ladite année. En cas de retard de paiement uniquement imputable au concessionnaire, il pourra être appliqué des intérêts de retard selon les dispositions de l'article 1153 du code civil.

Pour la détermination du montant de la redevance à verser au titre de l'année calendaire au cours de laquelle le contrat est devenu exécutoire et de son année d'expiration, le calcul s'effectue prorata temporis à partir de la date à laquelle le contrat devient exécutoire.

Les délais ci-dessus seront adaptés en tant que de besoin pour l'année de signature du contrat.

#### **Article 4.3 - Part de la redevance dite « d'investissement »**

Selon les termes mêmes de l'article 5 du cahier des charges, cette redevance d'investissement peut répondre à deux situations différentes :

- participation de l'autorité concédante à l'investissement sur le réseau ;
- participation de l'autorité concédante à des actions spécifiques conduites conjointement avec le concessionnaire.

##### 4.3.1 - Investissements réalisés par l'autorité concédante.

La redevance permet de rembourser à l'autorité concédante les annuités des emprunts contractés pour réaliser les investissements qu'elle a effectués sur le réseau concédé. Ce remboursement sera calculé sur la base des conditions de prêt pratiquées par le Crédit Local de France pour une durée de vingt ans au taux fixe en vigueur à la date de début des travaux.

Les dépenses sur la base desquelles la redevance d'investissement sera assise, n'excéderont pas le montant de celles que le concessionnaire aurait supportées s'il avait été lui-même maître d'ouvrage. Est donc exclue de cette base, l'aide financière extérieure complémentaire qui, compte tenu du taux de rentabilité, aurait été en tout état de cause nécessaire pour que le concessionnaire réalise l'investissement.

Au cas où la collectivité concédante aurait disposé de fonds propres et n'aurait donc pas eu recours à l'emprunt, la redevance investissement serait néanmoins calculée selon le mode indiqué ci-dessus, en considérant que la somme dépensée aurait pu être empruntée à la date de début des travaux.

##### 4.3.2 - Actions conjointes.

Celles-ci feront l'objet, dans chaque cas, d'une convention particulière qui déterminera le montant et la durée du concours financier apporté par le concessionnaire

#### **Article 4.4 - Modalités de calcul et de règlement de la redevance**

Ces modalités sont définies pour chaque année considérée, de la manière suivante :

Avant le 30 avril de l'année au titre de laquelle la redevance est due, l'autorité concédante indique au concessionnaire le nombre d'habitants au 31 décembre de l'année précédente.

La redevance fait l'objet d'un état détaillé adressé par le concessionnaire à l'autorité concédante avant le 30 juin de l'année au titre de laquelle elle est due. Elle est versée par le concessionnaire avant le 31 juillet de ladite année. En cas de retard de paiement uniquement imputable au concessionnaire, il pourra être appliqué des intérêts de retard selon les dispositions de l'article 1153 du code civil.

Pour la détermination du montant de la redevance à verser au titre de l'année calendaire au cours de laquelle le contrat est devenu exécutoire et de son année d'expiration, le calcul s'effectue prorata temporis à partir de la date à laquelle le contrat devient exécutoire.

Les délais ci-dessus seront adaptés en tant que de besoin pour l'année de signature du contrat.

#### **Modalités de calcul et de règlement de la redevance de concession**

La redevance de concession est calculée par application de la formule suivante :

$$R_n = [(0,001 \times K) + (0,5 \times L) + (2 \times A)] \times (0,15 + 0,85 \times \ln g / \ln g_0)$$

où :

- ↳ « R » est le montant, en euro, de la redevance de concession du réseau public de gaz propane.
- ↳ « n » est l'année calendaire de calcul et de versement de la redevance de concession.
- ↳ « K » est le nombre de kWh de gaz ayant transité dans le réseau communal de distribution de gaz propane, au cours de l'année n-1.
- ↳ « L » est la longueur, en mètre, du réseau communal de distribution de gaz délégué, au 31 décembre de l'année n-1.
- ↳ « A » est le nombre d'abonnés raccordés au réseau communal de distribution de gaz sur le territoire objet de la concession, au 31 décembre de l'année n-1. Ce terme est indépendant du type de contrat que détient l'abonné et de son mode de desserte.
- ↳ « Ing » est la valeur de l'index ingénierie du mois de septembre de l'année n-1.
- ↳ « Ing o » est la valeur de l'index ingénierie du mois de septembre 2003.
- ↳ La longueur « L » est déterminée à partir de la cartographie informatisée, fournie par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante, en application de l'article 2 de l'annexe 1.

#### **Article 4.5 - Redevance pour occupation du domaine public due aux communes**

Le Concessionnaire sera tenu de s'acquitter auprès des Collectivités, en leur qualité de propriétaires ou de gestionnaires du domaine public, des redevances dues en raison de l'occupation du domaine public par le réseau concédé, conformément aux dispositions prévues à cet effet par la réglementation en vigueur.

### **Article 5 - Intégration des ouvrages dans l'environnement**

Comme prévu à l'article 10 du contrat, l'autorité concédante et le concessionnaire sont convenus de retenir les dispositions suivantes concernant le respect et la protection de l'environnement.

#### **Article 5.1 - Insertion des coffrets de comptage**

Le concessionnaire s'engage à mettre en place des coffrets de dimensions les plus réduites possibles compte tenu des impératifs techniques, pour la réalisation de branchements neufs, et à rechercher leur meilleure intégration, en concertation avec le demandeur.

La protection de l'encastrement sera systématiquement faite au demandeur dans les sites relevant d'une protection spécifique.

Pour ces sites, le concessionnaire s'engage à rechercher et mettre en œuvre les solutions de dissimulations les mieux adaptées.

Dans le cas de travaux de premier établissement, et si cette prise en charge ne remet pas en cause l'équilibre financier de l'opération, le concessionnaire intégrera le surcoût de dissimulation des coffrets (encastrement, intégration dans un mur de clôture...) dans l'investissement initial à réaliser.

#### **Article 5.2 – Postes de détente et cuves de stockage**

##### 5.2.1 - Impact sonore

Pour participer à la diminution des nuisances sonores, le concessionnaire s'engage à ce que tous les postes de détente de distribution publique qui seront créés, renouvelés, ou déplacés pour des raisons de voirie, soient équipés de détendeurs à faible niveau sonore.

Les situations de postes de détente de distribution publique où des nuisances sonores anormales seraient détectées seront systématiquement analysées au cas par cas, et si elles sont avérées, le concessionnaire s'engage à y remédier à ses frais.

#### 5.2.2 - Impact visuel

Lorsque l'environnement l'exigera, le concessionnaire recherchera, par des moyens adaptés au paysage et à l'architecture locale, la dissimulation des postes de détente, des cuves de stockages, etc.

### **Article 5.3 - Abandon de canalisations et cuves de stockage**

Afin que la procédure d'abandon de canalisations constitue un remède à l'encombrement du sous-sol et facilite la gestion de ce dernier pour les communes, le concessionnaire délivre une information précise sur la mise en œuvre des procédures d'abandon de canalisations et cuves de stockage.

L'information communiquée à la commune rend compte du stade de la procédure atteint pour chaque ouvrage concerné.

Le concessionnaire est tenu de renseigner la base de données de l'autorité concédante sur les canalisations abandonnées et cuves de stockage le cas échéant.

### **Article 5.4 - Bilan écologique**

Pour traduire sa volonté de protéger l'environnement le concessionnaire veille à utiliser, autant que possible, des produits et des matériaux recyclables ou économes en matières premières non renouvelables.

Le concessionnaire présentera dans le cadre du compte rendu annuel, les actions développées dans ce domaine.

## **Article 6 - Régime forfaitaire de facturation des branchements**

Comme la possibilité en est offerte par l'article 17 du contrat, le concessionnaire et l'autorité concédante conviennent de substituer au régime des dépenses réelles de facturation des branchements, un régime forfaitaire dont les modalités d'application sont les suivantes :

TYPE DE BRANCHEMENT	FACTURATION FORFAITAIRE Valeur février 2013
<i>Raccordement</i>	<i>€ HT</i>
	<i>€ HT</i>
	<i>€ HT</i>
<i>(à compléter)</i>	<i>(à compléter)</i>

Les forfaits définis ci-dessus sont mis à jour par le concessionnaire après concertation avec l'autorité concédante, en fonction des directives nationales. Ils comprennent :

- la fourniture et la mise en œuvre du coffret de comptage et de détente (hors encastrément) ;
- la fourniture et la mise en place du socle si nécessaire ;
- la réalisation de la tranchée et le remblayage ;
- La réfection de la surface de la fouille ;
- La fourniture et la pose de la canalisation de branchement nécessaire à l'alimentation ;
- Le raccordement au réseau et les 25 m maximum d'extension de réseau éventuellement nécessaires.

Dans le cas où une clôture déjà existante matérialise la servitude d'alignement en retrait par rapport à la limite du domaine public actuel, le forfait s'étend jusqu'à cette clôture.

Tous les cas de branchements non mentionnés dans le tableau ci-dessus relèvent de la tarification au coût réel sur devis détaillé acceptés par le client.

L'application de ces forfaits ne fait pas obstacle au concessionnaire de pratiquer des abattements, en fonction de circonstances particulières, dans le respect de l'égalité de traitement des usagers.

Faute d'accord sur la révision des prix du tableau ci-dessus, le concessionnaire appliquera le régime des dépenses réelles.

### **Article 7 - Maintenance et renouvellement des conduites montantes**

Toutes les conduites montantes gaz - au sens du deuxième commentaire de l'article 17 - font partie des ouvrages concédés, le concessionnaire en assure la maintenance et le renouvellement à ses frais.

Les propriétaires s'engagent à laisser l'accès permanent à ces ouvrages.

### **Article 8 - Dispositifs de comptage**

Afin que les agents qualifiés du concessionnaire aient à tout moment libre accès aux dispositifs de comptage, ces derniers sont situés en règle générale en limite de domaine public pour les immeubles individuels, et dans la gaine d'immeuble ou un local technique désigné à cet effet par le représentant du propriétaire pour les immeubles collectifs.

Toutefois, si des évolutions techniques permettaient une relève des compteurs à distance, il est prévu, notamment lorsque cela présente un intérêt technique ou esthétique, que le compteur puisse être placé à l'intérieur d'une propriété.

La distance visée au premier commentaire de l'article 18 du cahier des charges est fixée à 30 mètres.

### **Article 9 - Contrôle des caractéristiques du gaz**

Le présent article a pour objet de préciser, conformément aux articles 21, 22, 32, et 34 du cahier des charges, certaines conditions de l'exercice du contrôle par l'autorité concédante de la bonne exécution du contrat de concession.

L'accès à tous les documents ayant trait à l'élaboration des mesures ou calculs est garanti à l'autorité concédante dans les mêmes conditions que l'accès à tous les autres documents dont dispose le concessionnaire.

L'autorité concédante aura accès aux installations de contrôle.

Les positions des appareils de mesure, leur régime de propriété ou d'exploitation des installations et leurs modalités opératoires ou d'étalonnage sont définis ci-après :

#### **Article 9.1 - Pression**

Le cahier des charges précise, en fonction de la nature du gaz distribué, les valeurs à l'intérieur desquelles la pression du gaz doit rester constamment comprise.

Les parties conviennent de mettre en oeuvre les moyens suivants :

- enregistrement de la pression,
- utilisation d'un logiciel de simulation, permettant de calculer la pression en tout point du réseau,
- pour les points sensibles mis en évidence par ces mesures ou calculs, réalisation de campagnes de mesures dont l'optique est de valider, ou de recalibrer les paramètres introduits dans le logiciel de simulation ou encore de réaliser les travaux nécessaires, sur le réseau concédé pour que soient respectées les dispositions du cahier des charges relatives à la pression.

#### **Article 9.2 - Odorisation**

Il n'existe pas d'appareil de mesure de l'odorisation sur site sur les communes de la DSP. L'odorisation du propane devra être garantie par la certification ISO 9001 :V2000

### **Article 9.3 - Pouvoir calorifique**

Le pouvoir calorifique d'un combustible gazeux est la quantité de chaleur dégagée par la combustion complète de l'unité de volume de ce combustible, les éléments participants à la combustion et les produits de la combustion étant considérés secs à la température de 0° sous la pression de 1.013 bar.

Il n'existe pas d'appareil de mesure du PCS sur la commune.

Le produit distribué sera conforme à la réglementation en vigueur.

## **Article 10 – Service aux usagers**

### **Article 10.1 - Principes généraux**

La qualité du service est sa capacité à satisfaire l'utilisateur. Elle est directement déterminée par la volonté d'adaptation du concessionnaire aux besoins exprimés par les usagers. Aussi l'évolution des services offerts tiendra compte des sondages ou enquêtes effectuées auprès des usagers par les moyens du concessionnaire ou de l'autorité concédante, ainsi que des innovations techniques.

La mutabilité du service public relève de l'initiative de l'autorité organisatrice et de l'exploitant auquel le service est confié. Elle est de droit s'il s'avère que l'évolution demandée par l'autorité concédante au concessionnaire n'engendre pas de déséquilibre financier du contrat.

Le développement d'un principe de transparence entre les usagers, l'autorité concédante et le concessionnaire constitue un facteur de progrès du service public que les deux contractants s'engagent à favoriser.

### **Article 10.2 - Tarification**

Le principe d'égal accès au service public et d'égalité de traitement des usagers s'impose au concessionnaire.

Toutefois, il ne s'oppose pas à ce qu'une catégorie homogène d'usagers placés dans une situation identique vis à vis du service fasse l'objet d'un traitement particulier conforme à l'intérêt général.

Afin de contrôler l'exacte application de ce principe, le concessionnaire délivre une information complète à l'autorité concédante sur la participation financière exigée des usagers pour bénéficier de l'ensemble des services.

### **Article 10.3 - Conseil**

Le concessionnaire s'engage à :

- Délivrer aux usagers un conseil tarifaire et technique personnalisé notamment à la date d'effet du contrat d'abonnement.
- Répondre aux sollicitations des usagers. Les conseils délivrés portent notamment sur l'adaptation des installations de l'utilisateur, sur le choix des tarifications et des usages.
- Pratiquer une politique de conseil d'utilisation rationnelle de l'énergie.
- Aider les collectivités locales à mieux gérer l'énergie consommée par leurs bâtiments alimentés en gaz et délivrer une optimisation tarifaire personnalisée à la date anniversaire du contrat.

### **Article 10.4 - Information des usagers**

Le concessionnaire facilite l'accès des usagers aux interlocuteurs adéquats de ses services.

Il limite la gêne causée aux usagers lors de coupure pour travaux. Pour cela, le concessionnaire s'engage à informer des dates et heures d'intervention des travaux programmés avec les communes et les usagers importants. A ce sujet, une information adaptée est délivrée aux personnes concernées.

Il s'engage à participer, à l'invitation de l'autorité concédante, à toute réunion se rapportant au service public de distribution de gaz.

## Article 10.5 - Accueil

Le concessionnaire conduit des actions pour améliorer l'accueil de l'utilisateur aussi bien au téléphone qu'en agence.

Il s'efforce de minimiser le délai d'obtention des rendez-vous, et de diminuer la durée de la plage horaire proposée.

## Article 10.6 - Garantie des services

Les engagements du concessionnaire portent notamment sur les points suivants, extraits de la « garantie des services » :

- Engagement de rendez-vous : il propose des rendez-vous dans une plage de 2 heures, et s'engage à arriver dans la plage horaire choisie.
- Engagement de dépannage : en cas d'appel pour odeur ou fuite de gaz, une équipe d'intervention intervient immédiatement. En cas de panne sur le compteur, le détendeur ou le branchement, l'arrivée de l'équipe de dépannage du concessionnaire est garantie dans les 4 heures qui suivent l'appel, sauf souhait contraire de l'utilisateur.
- Engagement de mise en service : dans le cas d'une demande de mise en service, si les compteurs sont déjà installés, si l'utilisateur ne bénéficie pas de « l'énergie immédiate », le concessionnaire intervient dans les 2 jours ouvrés qui suivent l'appel, sauf souhait contraire de l'utilisateur.
- Engagement d'installation-devis : dans le cas d'une demande de branchement, le concessionnaire garantit l'envoi à l'utilisateur d'un devis dans un délai de 8 jours à compter de la date de rendez-vous de visite.
- Engagement d'installation-travaux : sur un réseau existant, le concessionnaire garantit la réalisation du branchement dans un délai de 15 jours après acceptation du devis (paiement), réception des autorisations administratives nécessaires, et réalisation par l'utilisateur des travaux préalables.
- Engagement de résiliation : quand un utilisateur quitte son logement, le concessionnaire intervient dans les 2 jours ouvrés pour relever les compteurs et résilier le contrat, sauf souhait contraire de l'utilisateur.
- Engagement de courtoisie : pour tout courrier relatif à un renseignement ou à une réclamation, le concessionnaire garantit une réponse dans un délai de 8 jours à compter de la réception du courrier.
- Engagement de résultat : si le concessionnaire ne respecte pas l'un des engagements de la garantie de services, il verse à l'utilisateur concerné une contrepartie financière forfaitaire de 25 euros.

Toute adaptation de ces garanties s'applique immédiatement sans entraîner une diminution des engagements ci-dessus.

Des indicateurs de suivi sur la qualité des services fournis seront définis dans une convention pluriannuelle.

## Factures et paiement

Le concessionnaire veille à la lisibilité et à la compréhension des factures. Le concessionnaire s'engage à faire évoluer la présentation de la facture afin qu'elle constitue un instrument d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Au travers de la facturation faite aux utilisateurs, le concessionnaire s'engage à mettre en œuvre le principe de transparence des relations concessionnaire utilisateurs.

Il rappelle à l'appui de chaque facture les rubriques relatives à :

- L'abonnement, partie fixe de la facturation ainsi que les frais de location du compteur ou autre.
- Des coordonnées téléphoniques à appeler pour l'utilisateur en cas de demande d'information ou de réclamation.

- Les éléments de nature à expliciter les modalités de paiement et à indiquer la date limite de règlement.
- Au contrat de concession entre l'autorité concédante et le concessionnaire, identifiant clairement Territoire d'énergie Mayenne.

Le concessionnaire s'engage à mettre à disposition de l'utilisateur par le biais de documents annexes, les horaires d'ouverture du service, ainsi que les informations précises sur la facturation telle que l'explication du mode de fonctionnement de celle-ci.

La facturation intermédiaire fait l'objet d'une explication dans son fonctionnement. Le mode d'évaluation du volume estimé apparaît clairement.

### **Article 10.7 - Services et solidarité**

Le gaz constitue un bien dont les usages ont une importance fondamentale pour les usagers desservis par cette énergie.

Le concessionnaire développe des services particuliers afin d'éviter de rompre la fourniture du service qui constitue une solution ultime pour l'exploitant et qui ne peut être pratiquée qu'après le respect de quatre engagements à l'égard de tout usager :

- L'engagement de dialogue : instaurer une relation directe et active sur le terrain avec les usagers en difficultés et recueillir l'avis des usagers les plus démunis et de leurs représentants dans les quartiers.
- L'engagement de négociation : procéder à une véritable démarche avec l'utilisateur pour convenir d'un règlement négocié de sa situation (mise en place d'un plan d'apurement ou d'un échéancier négocié).
- L'engagement de prévention : fournir les éléments de nature à favoriser un comportement rationnel de l'utilisateur. Ces éléments s'accompagnent d'un conseil d'optimisation tarifaire.
- L'engagement de partenariat : collaborer avec les partenaires publics de la lutte contre l'exclusion, nommer un correspondant solidarité et participer à la commission d'aide et de soutien à l'utilisateur.

Parallèlement à l'application de ces engagements, le concessionnaire en concertation avec l'autorité concédante développe des actions préventives de nature à parer aux difficultés financières rencontrées par les usagers et provoquées par une consommation anormale de l'énergie, compte tenu des caractéristiques de leur logement et de l'appréciation de leurs besoins.

Ces actions prennent la forme notamment de diagnostics réalisés auprès des personnes en difficulté.

La sensibilisation des acteurs des secteurs locatifs public et privé pour un équipement adapté du logement à sa fonction est un des axes de l'action préventive que les parties au contrat s'engagent à réaliser.

### **Article 10.8 - Relève des compteurs**

Le concessionnaire favorise la mise en place de systèmes permettant la relève des compteurs à distance. S'ils ne sont pas adaptés à la relève à distance, les compteurs nouvellement installés seront situés en un lieu tel que la relève puisse se faire en l'absence de l'utilisateur, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8 de cette annexe.

La fréquence des relèves sera la plus régulière possible.

La relève effectuée auprès des collectivités est opérée à mois fixe et sur des périodes homogènes.

Le concessionnaire s'engage à prendre en compte les spécificités des besoins des usagers, liées notamment aux résidences secondaires, en veillant à l'adéquation de la période de relève et de la disponibilité des usagers.

Le concessionnaire et l'autorité concédante s'accordent pour considérer qu'un taux de 4% d'utilisateurs non relevés ou ayant fait l'objet d'une relève payante dans l'année, constitue un objectif à atteindre.

## **Article 10.9 - Facture et paiement**

Le concessionnaire veille à la lisibilité et à la compréhension des factures. Le concessionnaire s'engage à faire évoluer la présentation de la facture afin qu'elle constitue un instrument d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Au travers de la facturation faite aux usagers, le concessionnaire s'engage à mettre en œuvre le principe de transparence des relations concessionnaire usagers.

Il rappelle à l'appui de chaque facture les rubriques relatives à :

- L'abonnement, partie fixe de la facturation ainsi que les frais de location du compteur ou autre.
- Les consommations, partie variable en fonction de la quantité d'énergie consommée avec la mention des paramètres appliqués à cette consommation pour l'avenir à la facturation.
- Des coordonnées téléphoniques à appeler pour l'utilisateur en cas de demande d'information ou de réclamation.
- Les éléments de nature à expliciter les modalités de paiement et à indiquer la date limite de règlement.
- Au contrat de concession entre l'autorité concédante et le concessionnaire, identifiant clairement Territoire d'énergie Mayenne.

Le concessionnaire s'engage à mettre à disposition de l'utilisateur par le biais de documents annexes, les horaires d'ouverture du service, ainsi que les informations précises sur la facturation telle que l'explication du mode de fonctionnement de celle-ci.

La facturation intermédiaire fait l'objet d'une explication dans son fonctionnement. Le mode d'évaluation du volume estimé apparaît clairement.

## **Article 11 - Compte rendu annuel**

Le présent article a pour objet de donner des précisions sur la forme du compte rendu annuel visé à l'article 32 du cahier des charges.

Au titre de l'analyse de la qualité du service, le concessionnaire fournira, les indications suivantes :

- la description de l'accueil du public :
  - téléphonique : numéros mis à disposition du public (urgences, renseignements techniques, facturation), plages horaires,
  - physique : nombre, localisation, horaires d'ouverture, détail des prestations assurées (information, paiement...),
- un état des mesures adoptées dans le cadre de l'action en faveur des usagers en difficulté
- nombre de coupure réalisé et les causes
- délais de traitement des raccordements,
- qualité de la relève (taux de panne des compteurs, nombre de vérification de compteur, réclamation, ...)
- les mesures prises pour informer la clientèle : actions spécifiques, les thèmes abordés, les brochures diffusées,
- le bilan des services rendus durant l'année écoulée : services payants et services gratuits (nombre, nature, résultats, délais de réalisation)
- liste des réclamations des usagers,
- mesure de la satisfaction (enquêtes)
- le montant global des dédommagements des usagers relatifs aux sinistres et accidents
- la liste des branchements et extensions réalisés
- la liste des demandes d'extension restées sans suite et leur calcul de rentabilité.



Au titre du compte rendu technique, le concessionnaire fournira, notamment, les indications suivantes :

- nombre d'usagers par communes,
- évolution générale des ouvrages, mises en conformité ...,
- travaux de renouvellement et de grosses réparations effectués ou à effectuer,
- longueur du réseau par diamètre, par commune : posée, supprimée,
- état des ouvrages, structure physique, équipements, performances,
- le programme de vérification de l'étanchéité des réseaux de toutes natures, ainsi que le résultat des contrôles,
- qualité du gaz incluant les indicateurs de qualité du produit et ceux des services rendus aux usagers,
- les incidents survenus sur le réseau de distribution publique,
- l'analyse des incidents par siège, cause, nature, type de matériau,
- les prévisions du concessionnaire dans les domaines suivants :
  - le programme des opérations de premier établissement, d'extension, de renforcement, de renouvellement ou de maintenance préventive du réseau pour les trois années à venir,
  - les actions envisagées en matière de sécurité et notamment les mesures destinées à éviter le renouvellement des incidents ou accidents constatés,
  - les éventuelles évolutions de l'organisation du service,
- tout autre renseignement demandé par l'autorité concédante exprimé deux mois avant la date prévue de remise du compte rendu.

Le compte rendu financier devra en outre préciser :

- les dépenses à l'appui du compte rendu technique,
- les recettes d'exploitation faisant apparaître les recettes par commune et d'utilisation du réseau de distribution ainsi que les recettes liées aux prestations du concessionnaire,
- les activités commerciales : nombre de nouveaux clients par commune
- l'état des dépenses respectives de premier établissement, d'extension, de renforcement, de renouvellement et de maintenance du réseau concédé,
- les tarifs d'utilisation du réseau de distribution avec un rappel de leur évolution depuis la signature du contrat,
- Les tarifs les prestations du concessionnaire,
- tout autre renseignement demandé par l'autorité concédante.

## **Article 12 - Evolution des dispositions de portée nationale**

Pour tous les échanges d'informations, les concertations et les négociations dont la portée d'application excède la dimension locale, l'autorité concédante pourra être représentée par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) ou par toute autre organisation nationale représentative des collectivités concédantes.

## **Article 13 - Commission permanente de conciliation**

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par tous moyens.

## **Article 14 – Exécution des travaux**

Les dispositions visées ci-dessous s'appliquent à l'ensemble du réseau concédé : canalisations, postes de détente, branchements.

### **14.1 Qualité de l'exécution des travaux**

Les travaux sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

La qualité de l'exécution des travaux participe directement au respect de l'environnement et du cadre de vie des usagers. Le concessionnaire s'engage à utiliser des techniques discrètes de terrassement (forage dirigé par exemple), chaque fois que ces procédés sont compatibles avec ses contraintes techniques et économiques.

### **14.2 Réfection de chaussée ou de trottoir après travaux**

Le concessionnaire s'engage à remettre en état, la partie de chaussée ou de trottoir correspondant à l'emprise de ses travaux selon le code de la voirie routière et les règlements de voirie des communes concernées.

Tous autres travaux complémentaires sur la réfection in fine de la chaussée ou des trottoirs feront l'objet d'un accord préalable au coup par coup entre le gestionnaire de la voirie et le concessionnaire.

### **14.3 Planification des travaux de premier établissement**

Le concessionnaire reste seul responsable de la conception et de l'exécution des travaux.

Pour la commune de SAINT PIERRE LA COUR, l'engagement porte sur une régularisation de la situation existante. Le linéaire concerné distribue la rue des Pommiers, Chemin du haut Louis (partiel), rue de la Petite Croix, rue des Halles et rue du Fourmillon.

## **Article 15 – Inventaire physique et financier du patrimoine concédé**

Le concessionnaire s'engage à remettre à l'autorité concédante le premier inventaire physique et l'inventaire financier des ouvrages de la concession dans un délai de un an à compter de la signature du cahier des charges, conformément aux dispositions de l'article 2 du cahier des charges. Les inventaires suivants mis à jour seront fournis dans les comptes rendus annuels d'activité.

L'inventaire physique rassemble les éléments suivants renseignés par commune et pour l'ensemble de la concession :

- longueur des réseaux ;
- année de pose ;
- répartition des conduites par type de matériau et de diamètre ;
- répartition des conduites par pression ;
- postes de détente du réseau concédé.

L'inventaire financier rassemble les éléments suivants renseignés par commune et pour l'ensemble des ouvrages de la concession :

- type d'ouvrage ;
- année de pose ;
- valeur brute ;
- valeur nette comptable ;
- durée d'amortissement comptable ;
- amortissement de dépréciation et de caducité ;
- quantités.

## Article 16 - Pénalités

- En cas de non-production par le concessionnaire, dans les délais prévus, des documents stipulés au cahier des charges négocié ainsi qu'à l'annexe 1, les dispositions de l'article 33 s'appliqueront.
- En cas d'interruption excessive de la distribution :  
Le concessionnaire est responsable des seules interruptions de la distribution dues à sa propre responsabilité. Ce caractère est apprécié selon deux critères :
  - un critère d'interruption par usager d'une durée excessive supérieure à 24 heures ; la pénalité associée est de 15 € par heure d'interruption au-delà de cette valeur limite.
  - Un critère de répétitivité des interruptions, plus de 15 coupures de gaz par an ; la pénalité associée est de 15 € par usager et par coupure au-delà de la valeur limite.

Le concessionnaire bénéficie d'une exonération de responsabilité pour tous les cas d'interruption non fautifs tels : la coupure pour non-paiement, coupure pour danger grave et immédiat sur l'installation intérieure, usage frauduleux, injonction émanant de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou de police, dégradation ou destruction volontaire des ouvrages, faits de guerre, catastrophe naturelle ou tout autre cas relevant de la force majeure.

Les éléments unitaires servant aux calculs de pénalités visées au présent cahier des charges seront actualisés chaque année en application de la formule :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times \frac{Ing}{Ing_0})$$

## **ANNEXE 2**

### **REGLES DE CALCUL DE LA RENTABILITÉ DES OUVRAGES CONSTRUITS DANS LE CADRE DE L'EXTENSION DU SERVICE**

Conformément aux dispositions de l'article 11 du cahier des charges, les extensions du réseau de distribution peuvent se faire selon plusieurs modalités qui dépendent de la rentabilité de l'opération.

La présente annexe a donc pour but de définir les règles de calcul de cette rentabilité et les décisions induites selon le seuil atteint

*A compléter par le candidat*

### **ANNEXE 3**

#### **TARIFICATION DU SERVICE ET DES PRESTATIONS ET DISPOSITIONS EN MATIÈRE D'ACTUALISATION DES TARIFS**

### **ANNEXE 3**

Cette annexe comprendra trois parties à constituer par le candidat :

- A. La tarification de la fourniture et de l'acheminement de l'énergie intégrant les règles de calcul applicables à la facturation
- B. La description des prestations proposées en plus du service visé au point 'A' et leur prix
- C. Les règles d'évolution des tarifs visés aux points 'A' et 'B' ci-dessus.

*Partie à compléter par le candidat*

**ANNEXE 4**

**RÈGLEMENT DE SERVICE**



## **ANNEXE 4**

*Partie à compléter par le candidat*